

BELGISCH STAATSBLAD

MONITEUR BELGE

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme

174e JAARGANG



N. 358

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

174e ANNEE

DONDERDAG 7 OKTOBER 2004
TWEEDE EDITIE

JEUDI 7 OCTOBRE 2004
DEUXIEME EDITION

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

29 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen, bl. 70663.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

29 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode, p. 70622.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Ministerium der Wallonischen Region

29. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger, S. 70642.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3997

[2004/202945]

29 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, modifié par les lois des 29 décembre 1990 et 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'arrêté royal du 22 janvier 1996 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins et des producteurs qui la pratiquent, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1996 fixant le cahier des charges et le cahier parcellaire concernant la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, modifié par les arrêtés ministériels des 26 mars 1997, 19 juin 1998, 4 mai 1999, 22 novembre 2000 et 20 décembre 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 1996 fixant les conditions particulières d'agrément des organismes de contrôle en matière de production intégrée pour fruits à pépins, ainsi que pour 1996 la date limite d'introduction d'une demande par le producteur.

Vu le règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 11 décembre 1992 relatif au commerce de légumes et de fruits à l'état frais;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 16 mars 2004;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 18 décembre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis n° 36.376/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 février 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il est entendu par :

1. Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;
2. Administration : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;
3. Service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;
4. Fruits à pépins : les fruits des pommiers et poiriers destinés à l'alimentation humaine;
5. Produits : les fruits à pépins obtenus suivant la méthode de production intégrée et provenant d'un producteur agréé;
6. Producteur : la personne physique ou morale, ou le groupe de personnes physiques ou morales qui exploitent respectivement seule ou en commun une exploitation fruitière dont le siège est en Région wallonne;
7. Exploitation : l'ensemble des unités de production de fruits à pépins exploitées par le producteur en Belgique;

Art. 2. § 1^{er}. Le cahier des charges repris en annexe 1^{re}, décrit les exigences auxquelles doivent satisfaire la méthode, les produits et les producteurs en vue de l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins et des producteurs qui la pratiquent.

Le cahier parcellaire repris en annexe 2 est un document à compléter par le producteur, regroupant les données annuelles nécessaires, recueillies sur l'exploitation et destinées à vérifier le respect du cahier des charges.

Le Ministre ne peut octroyer des dérogations aux exigences du cahier des charges que dans des cas exceptionnels.

Le Service peut, dans des cas exceptionnels, sur avis favorable du comité technique visé au § 2, et après concertation avec le service compétent de la Région flamande, accorder des dérogations aux prescriptions inscrites à l'article 15 du cahier des charges.

§ 2. Il est institué un comité technique dans le but d'examiner les questions techniques et de proposer des modifications à apporter au cahier des charges et au cahier parcellaire en fonction de l'évolution des techniques de production intégrée et de la liste des pesticides autorisés.

Ce Comité technique est composé :

- 1° de deux représentants du Service, qui en assurent la présidence et le secrétariat;
- 2° d'un représentant de la Direction du Développement et de la Vulgarisation de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;
- 3° de deux représentants désignés par l'A.S.B.L. Profruit;
- 4° d'un représentant de la Fédération wallonne horticole;
- 5° d'un représentant de l'Organisation fruitière belge;
- 6° d'un représentant de chacun des organismes de contrôle agréés.

Un représentant du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, spécialisé dans le domaine de l'agrément des pesticides, participe au comité technique en tant qu'observateur.

Le comité technique peut faire appel à des experts.

§ 3. Le Ministre peut, sur avis du comité technique, apporter des modifications au cahier des charges et au cahier parcellaire repris respectivement en annexes 1^{re} et 2 du présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Le Ministre peut agréer des instances privées comme organismes de contrôle, chargés d'agréer les producteurs, de contrôler le respect du cahier des charges et de certifier les produits.

§ 2. Pour pouvoir être agréé par le Ministre, l'organisme de contrôle doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° avoir, de par ses activités, une expérience utile et des références en matière de contrôle dans le secteur agricole et horticole;
- 2° disposer d'installations et d'équipements appropriés permettant l'exécution de toutes les activités utiles en relation avec les contrôles nécessaires;
- 3° disposer en Belgique d'un bureau à partir duquel les contrôles des producteurs sont organisés et où est disponible le registre complet des contrôles et certifications effectués;
- 4° disposer d'un personnel qualifié pour les contrôles;
- 5° désigner une personne physique responsable de l'ensemble des contrôles et certifications réalisés;
- 6° présenter des garanties suffisantes d'indépendance, d'impartialité et d'intégrité, n'être soumis à aucune pression commerciale, financière ou autre pouvant influencer le jugement et mettre en place des procédures pour assurer que des personnes ou organismes extérieurs à l'organisme de contrôle ne puissent pas influencer les résultats des inspections effectuées;
- 7° ne pas être, de même que le personnel responsable de la réalisation des inspections, le concepteur, le fabricant, le fournisseur, l'installateur ou l'utilisateur de l'objet soumis à inspection, ni le représentant autorisé d'aucune de ces parties;
- 8° être accrédité selon la norme EN45011 conformément à la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais ou par un organisme d'accréditation équivalent établi dans l'Espace économique européen.

Le personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 4° doit posséder au moins un diplôme d'études supérieures en agriculture ou horticulture et connaître à un niveau approfondi et pratique les techniques de production intégrée pour fruits à pépins.

Cette reconnaissance est établie lors d'un examen organisé par le Service en présence d'au moins deux ingénieurs spécialisés en culture fruitière.

Ce personnel doit disposer d'un contrat de travail de plus de douze mois et sa rémunération ne peut pas dépendre directement du nombre d'inspections effectuées ni en aucune manière de leurs résultats.

§ 3. Le candidat organisme de contrôle adresse sa demande d'agrément à l'Administration.

La demande d'agrément contient :

- 1° la dénomination et le siège social de l'organisme de contrôle, ainsi que sa forme juridique, une copie des statuts et la liste des administrateurs;
- 2° tous les renseignements relatifs à l'expérience utile et aux références visées au § 2, alinéa 1^{er}, 1°;
- 3° tous les renseignements relatifs aux installations et équipements visés au § 2, alinéa 1^{er}, 2°;
- 4° l'adresse du bureau visé au § 2, alinéa 1^{er}, 3°;
- 5° l'identité du personnel chargé des inspections ainsi que sa formation, avec une photocopie du diplôme, de l'attestation des formations reçues et du contrat de travail;
- 6° l'identification de la personne physique responsable de l'ensemble des contrôles et certifications réalisés.

§ 4. Pour garder son agrément, l'organisme de contrôle est tenu :

- 1° de tenir à jour une liste des producteurs enregistrés, agréés, ainsi que des producteurs en première année d'agrément, et de communiquer cette liste au Service pour le premier mars de chaque année;
- 2° de tenir à jour et communiquer au Service à sa simple demande un registre des contrôles effectués dans lequel sont repris :
 - a) la nature, la date et le résultat du contrôle;
 - b) tous les renseignements concernant le respect des conditions de production reprises dans le cahier des charges parcellaire;
 - c) le nom et le paraphe du contrôleur;
- 3° de signaler immédiatement au Service toute modification survenue aux informations visées au § 3, et notamment toute modification quant à l'identité et aux qualifications de son personnel chargé d'effectuer les inspections chez les producteurs ou quant à l'identité de la personne physique responsable des contrôles et certifications;
- 4° d'assurer l'accès au système de certification à tout producteur qui respecte les dispositions du présent arrêté et qui paie sa contribution aux frais encourus.

La liste visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o comprend les données minimales d'identification de chaque producteur à savoir :

1^o le numéro de producteur attribué par la criée ou à défaut le numéro d'immatriculation délivré par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

2^o le nom en majuscules et le prénom du producteur ou du responsable s'il s'agit d'une société, son adresse ainsi que, s'il y a lieu, son numéro de téléphone et de fax.

Si les données visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, sont informatisées, des procédures seront mises en œuvre pour protéger l'intégrité des données et en maintenir la sauvegarde.

§ 5. Les organismes de contrôle agréés sont soumis au contrôle du Service. Celui-ci peut demander tout renseignement utile tant à l'organisme de contrôle qu'au producteur.

§ 6. Lorsque l'organisme de contrôle ne respecte pas ses obligations, le Ministre lui retire l'agrément en tout ou en partie, à titre provisoire ou définitif, sans que celui-ci puisse de ce chef réclamer une indemnisation quelconque à charge de la Région wallonne.

L'organisme de contrôle est entendu au préalable par le Directeur général de l'Administration et peut soumettre un mémoire à l'appui de sa défense. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

Le procès-verbal, le mémoire éventuel, et tout autre élément de nature à justifier le retrait d'agrément sont ensuite soumis au Ministre.

§ 7. L'agrément et le retrait d'agrément feront l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. § 1^{er}. Seuls les emballages des produits obtenus suivant la méthode de production intégrée peuvent porter la mention "Fruits à pépins de production intégrée".

En cas d'application de cette mention et outre les indications prescrites par les normes communes de qualité définies sur base du Règlement (CEE) n° 2200/96 du Conseil, les données suivantes doivent être ajoutées :

1^o le numéro d'immatriculation attribué au producteur agréé sur base de l'article 4 de l'arrêté royal du 11 décembre 1992 relatif au commerce de légumes et de fruits à l'état frais;

2^o le nom de l'organisme de contrôle auprès duquel le producteur est agréé suivi de la mention "Agréé par le Ministère de la Région wallonne".

Les indications précitées doivent être regroupées avec les indications prescrites par les normes communes de qualité, en caractères lisibles et indélébiles sur l'un des côtés de l'emballage soit par impression directe, soit au moyen d'une étiquette solidement fixée au colis.

§ 2. En cas de reconditionnement de produits portant la mention "Fruits à pépins de production intégrée", celle-ci peut être reportée sur le nouvel emballage à condition :

1^o de reporter également toutes les mentions prescrites au § 1^{er} en même temps que le numéro d'immatriculation du réemballeur;

2^o que le réemballeur consigne dans ses livres les références des lots entrant et sortant, autorisant ainsi le contrôle de l'origine des produits commercialisés sous cette dénomination.

Le Ministre peut accorder des dérogations aux prescriptions mentionnées dans ce paragraphe et définir les conditions d'octroi de ces dérogations.

§ 3. Au stade du commerce de détail, lorsque les produits ne sont plus présentés dans leur emballage, la mention "Fruits à pépins de production intégrée" peut être apposée sur une pancarte seulement si l'emballage des produits exposés comportait toutes les mentions prescrites aux paragraphes 1^{er} et 2.

Art. 5. § 1^{er}. Pour être agréé, le producteur pratiquant la méthode de production intégrée est tenu de :

1^o se faire enregistrer préalablement et annuellement auprès d'un organisme de contrôle agréé;

2^o se soumettre aux contrôles de cet organisme visant à vérifier si sa méthode de production correspond aux exigences établies dans le cahier des charges;

3^o s'engager à mettre toute son exploitation en production intégrée dans une période transitoire de trois ans.

Dans des cas exceptionnels et après accord de l'organisme de contrôle suivant la procédure décrite dans le cahier des charges, le producteur peut retirer une ou plusieurs parcelles de la méthode de production intégrée et en isoler la récolte.

§ 2. L'organisme de contrôle agréé enregistre les producteurs désireux d'appliquer la méthode de production intégrée. Il contrôle que la méthode de production décrite dans le cahier des charges est correctement appliquée; en vertu de quoi il leur délivre un agrément pour la production de l'année et certifie les fruits concernés.

Seuls les producteurs en possession de cet agrément peuvent porter le titre de "Producteur pratiquant la méthode de production intégrée" et présenter leurs produits comme "Fruits à pépins de production intégrée".

Art. 6. § 1^{er}. L'organisme de contrôle peut refuser l'enregistrement ou l'agrément à un producteur ou le retirer pendant une certaine période.

L'organisme de contrôle en informe le producteur par lettre recommandée et transmet une copie du dossier au Service.

Le producteur ne peut plus faire référence à la méthode de production intégrée quant au titre de producteur pratiquant la méthode de production intégrée ni quant à la présentation des produits.

Le producteur supporte les conséquences de ce refus ou de ce retrait temporaire sans aucun droit de dédommagement.

Le producteur peut faire parvenir ses moyens de défense éventuels par lettre recommandée au Service endéans une période de trente jours à compter de la date d'expédition de la lettre recommandée de l'organisme de contrôle.

§ 2. Pour examiner les moyens de défense du producteur, le Service peut le convoquer par lettre recommandée pour lui permettre de fournir des informations complémentaires ou de remettre des pièces justificatives supplémentaires.

Dans ce cas, un rapport succinct de l'entretien est rédigé immédiatement et signé par le fonctionnaire compétent qui le soumet au producteur en vue de le contresigner.

D'autres personnes peuvent également être invitées à l'entretien ou pour une audition ultérieure. L'audition ultérieure éventuelle doit avoir lieu en présence du producteur ou du moins après l'avoir dûment convoqué.

§ 3. A l'expiration de la procédure précitée, le Service prend une décision dans les trois mois à dater de la réception des moyens de défense du producteur. A défaut d'une décision dans le délai prévu, le recours du producteur est considéré comme accepté.

En cas de décision négative, l'enregistrement ou l'agrément est retiré ou refusé. Il est alors interdit au producteur de faire référence à la méthode de production intégrée quant au titre de producteur pratiquant la méthode de production intégrée et quant à la présentation des produits. Au plus tôt pour la saison de production suivant la date du refus, le producteur peut être agréé à nouveau, à condition qu'un nouveau contrôle démontre qu'il respecte le cahier des charges.

§ 4. Si, en cas de recours, des frais d'expertise ont été engagés et que la décision de l'organisme de contrôle a été confirmée, le producteur en supporte les charges et le fonctionnaire compétent invite l'intéressé, par lettre recommandée, à payer ces frais endéans une période de trente jours à compter de la date d'expédition de cette lettre.

Dans le cas contraire, les frais d'expertise sont à charge de l'organisme de contrôle.

Selon le cas, le producteur ou l'organisme de contrôle est tenu de transmettre sous pli recommandé au Service la preuve du paiement endéans une période de quinze jours à compter de la date de paiement.

Art. 7. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 15 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 8 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le Directeur général de la Direction Générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 8. Sont abrogés les arrêtés suivants :

1° l'arrêté royal du 22 janvier 1996 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins et des producteurs qui la pratiquent, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 2001;

2° l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1996 fixant le cahier des charges et le cahier parcellaire concernant la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, modifié par les arrêtés ministériels des 26 mars 1997, 19 juin 1998, 4 mai 1999, 22 novembre 2000 et 20 décembre 2001;

3° l'arrêté ministériel du 25 mars 1996 fixant les conditions particulières d'agrément des organismes de contrôle en matière de production intégrée pour fruits à pépins, ainsi que pour 1996 la date limite d'introduction d'une demande par le producteur.

Art. 9. L'agrément des organismes de contrôle agréés par le Ministre fédéral de l'Agriculture en application de l'arrêté royal du 22 janvier 1996 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins et des producteurs qui la pratiquent est reconduit sans nécessité d'introduire une nouvelle demande d'agrément. Pour conserver leur agrément, les organismes de contrôle sont soumis au respect des conditions fixées dans le présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ANNEXE 1^{re}

CAHIER DES CHARGES FIXANT LES EXIGENCES MINIMALES RELATIVES À LA PRODUCTION INTÉGRÉE DE FRUITS À PÉPINS

"La production fruitière intégrée est une production économique de fruits de haute qualité donnant la priorité aux méthodes écologiquement plus sûres, minimalisant les effets secondaires indésirables et l'utilisation des produits agrochimiques, afin d'améliorer la protection de l'environnement et la santé humaine" (définition donnée par l'Organisation internationale de Lutte biologique et intégrée).

ENREGISTREMENT ET AGRÉMENT

Article 1^{er}. Pour pouvoir être enregistré et obtenir l'agrément le producteur doit :

1° chaque année communiquer sa demande de renouvellement d'enregistrement et/ou d'agrément à l'organisme de contrôle avant le 15 avril, le cachet de la poste faisant foi. L'envoi par télécopie est également valable à condition que le producteur en conserve la preuve.

Un producteur introduisant pour la première fois sa demande d'enregistrement devra le faire par lettre recommandée à l'organisme de contrôle avant le 1^{er} février. Un producteur auparavant soumis au contrôle et qui souhaite ne plus être soumis au contrôle pour l'année en cours doit en avertir l'organisme de contrôle, par lettre recommandée avant le 1^{er} février;

2° compléter le cahier parcellaire officiel dont un modèle est joint en annexe;

3° être jugé favorablement par l'organisme de contrôle. Dans le cas où un producteur change d'organisme de contrôle, le nouvel organisme de contrôle choisi a le droit d'exiger de l'organisme de contrôle précédent l'ensemble des données concernant ce producteur.

QUALIFICATION DU PRODUCTEUR

Art. 2. § 1^{er}. Le producteur qui demande l'agrément doit, pour l'obtenir :

1° pratiquer la méthode de production intégrée décrite dans le cahier des charges, depuis 2 ans au moins;

2° avoir connaissance des techniques de production intégrée,

3° participer à une formation continue, couvrant au moins trois fois deux heures par an, reconnue par un organisme de contrôle et organisée dans le cadre de la production intégrée.

§ 2. L'organisme de contrôle vérifiera les connaissances et la participation aux différentes activités. Si les connaissances sont jugées insuffisantes lors de la première inscription, le producteur devra :

a) soit suivre au préalable un cours de formation sur la production intégrée de minimum 20 heures endéans les deux premières saisons;

b) soit établir pour les deux premières saisons un contrat d'assistance individuelle avec un organisme d'accompagnement qualifié et expérimenté en production intégrée des fruits à pépins.

Si par la suite la connaissance est toujours estimée insuffisante, le même contrat d'accompagnement sera établi ou prolongé annuellement jusqu'à ce que les connaissances vérifiées par l'organisme de contrôle soient estimées suffisantes.

CONDITIONS RELATIVES A LA PARCELLE

Art. 3. § 1^{er}. La parcelle doit avoir été conduite au moins pendant 2 ans en production intégrée (nouvelle parcelle ou nouvelle plantation mise en production intégrée).

§ 2. L'organisme de contrôle peut, sur demande du producteur dans les cas suivants et sous réserve des conditions énumérées ci-dessous, accorder une dérogation à cette période d'attente :

- 1° lors de la reprise d'une parcelle déjà agréée;
- 2° lors de la replantation sur une parcelle déjà agréée;
- 3° lors d'un renouvellement régulier des parcelles de l'exploitation dans la mesure où le producteur, en compensation d'un retrait de parcelles, désire en établir de nouvelles sur des terres agricoles sans précédent d'arbres fruitiers pour un taux de replantation de 20 % maximum de la superficie déjà agréée.

Les dérogations ne peuvent être accordées que si :

- a) l'exploitation du producteur sollicitant la dérogation est déjà totalement en production intégrée;
- b) lors de plantations sur parcelles sans précédent d'arbres fruitiers, un examen de l'utilisation antérieure des parcelles, une visite de ces parcelles ainsi qu'une recherche de résidus sur feuilles pratiquée durant la première année de plantation seront réalisés. Cette recherche de résidus sur feuilles ne pourra témoigner d'aucune présence significative de matières actives qui seraient de nature à entraver la méthode de production intégrée pour fruits à pépins. Cette analyse est à charge exclusive du producteur sollicitant la dérogation.

§ 3. Toutes les parcelles de fruits à pépins doivent être en production intégrée endéans une période de trois ans à partir de la prise en compte d'une première demande d'enregistrement, à l'exception des parcelles enregistrées pour la production biologique. Après cette période de trois ans, chaque nouvelle plantation doit être cultivée suivant la méthode de production intégrée ou biologique.

L'organisme de contrôle peut accorder une dérogation à cette exigence dans le cadre d'essais approuvés par le Ministre et réalisés par ou en collaboration avec des établissements scientifiques ou centres d'essais reconnus.

§ 4. Les parcelles que le producteur met en production intégrée doivent être marquées conformément aux exigences de l'organisme de contrôle.

§ 5. Le producteur qui veut, dans des cas exceptionnels, retirer une ou plusieurs parcelles de la méthode de production intégrée doit en avertir immédiatement l'organisme de contrôle par écrit qui, après visite, décidera du bien fondé de la demande.

On entend par cas exceptionnels les seules situations suivantes : lorsque survient un fléau qui ne peut être combattu qu'au moyen d'un produit phytopharmaceutique de la liste orange ou les conséquences de conditions climatiques extrêmes.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DU VERGER

Art. 4. § 1^{er}. La protection de l'environnement du verger et des habitats des espèces sauvages, tant animales que végétales, représente une exigence et un objectif important de la production intégrée.

§ 2. Au moins deux mesures écologiques destinées à favoriser la diversité biologique qui sont mentionnées ci-après doivent être appliquées. Ces mesures sont :

- 1° installer de manière appropriée des nichoirs et/ou perchoirs à oiseaux (mésanges, rapaces, etc...) des nichoirs à abeilles sauvages (osmies, andrènes) ou des refuges artificiels pour l'hivernage des auxiliaires (chrysopes, coccinelles, etc...);
- 2° installer ou maintenir des refuges naturels pour l'hivernage des organismes utiles (haies, buissons, boqueteaux, etc...);
- 3° installer une haie variée (prunelles, sureau, lierre, saule, bourdaine, etc) autour des parcelles comme refuge pour les auxiliaires;
- 4° installer ou maintenir une strate de plantes sauvages telles que les composées et les ombellifères;
- 5° maintenir une surface de compensation écologique couvrant au moins 5 % de la surface totale de l'exploitation. Cette surface ne peut recevoir aucun apport d'engrais ni de pesticides;
- 6° si la largeur d'une parcelle dépasse les 100 m, séparer ou diviser ces parcelles par des barrières végétales annuelles ou permanentes d'au moins 1 m de largeur;
- 7° le désherbage totalement mécanique du verger;
- 8° le semis de couvresol ou d'engrais verts sur les bordures noires.

ETABLISSEMENT D'UNE PARCELLE

Art. 5. § 1^{er}. Pour les nouveaux vergers, l'emplacement, l'espèce fruitière (pommier ou poirier), la variété, le sujet porte-greffe et le système de plantation doivent être choisis de manière à garantir des productions régulières de fruits de qualité avec un minimum de produits agrochimiques. La division et la taille d'une parcelle sont déterminées en concertation avec l'organisme de contrôle.

§ 2. Les emplacements retenus doivent être favorables par :

- 1° leur exposition : éviter tout site gélif ou tout autre autre inconvénient écologique;
- 2° leur sol : éviter un sol peu profond, trop sec ou trop humide.

§ 3. Avant la plantation, une analyse du sol sera effectuée comprenant :

1° la consultation des cartes pédologiques et la recherche de l'aptitude de la parcelle en fonction du livret explicatif. Cette consultation n'est exigée qu'une seule fois pour une même parcelle;

- 2° une analyse de la granulométrie ou de la texture du sol;
- 3° une analyse chimique :

- a) profondeur du prélèvement : 0 à 30 cm pour le sol et 30 à 60 cm pour le sous-sol;
- b) analyse : (CEC), matière organique, pH, KCl, Ca, P, K, Mg.

§ 4. Une préparation du sol adéquate sera effectuée.

§ 5. La désinfection chimique des sols est interdite. En cas de fatigue ou de risque de fatigue des sols, il est conseillé de faire une analyse. Les résultats seront soumis à l'organisme de contrôle qui jugera de la nécessité d'accorder une dérogation.

§ 6. Le matériel de plantation doit être sain, certifié exempt de virus et être accompagné d'un passeport végétal. Quand ce dernier type de matériel n'est pas disponible, on choisira le matériel disponible de la plus haute qualité sanitaire.

§ 7. En prévention des problèmes de replantation, il est autorisé durant un an maximum de semer sur les parcelles arrachées un engrais vert avant de planter de nouveau des pommiers ou des poiriers. Si une parcelle n'est pas replantée immédiatement, le producteur doit en informer l'organisme de contrôle. Ce dernier vérifie lors de l'inspection sur place la présence effective d'un engrais vert sur la parcelle.

SYSTÈME DE PLANTATION POUR UNE NOUVELLE PLANTATION

Art. 6. § 1^{er}. Les distances de plantation doivent être suffisantes au développement de l'arbre pendant toute sa vie sans utilisation de produit régulateur destiné à freiner la croissance et sans taille anormalement sévère.

§ 2. En pommiers, des arbres pollinisateurs doivent être plantés en suffisance. Ils doivent constituer au moins 10 % de la plantation lorsqu'ils sont plantés en quinconce ou être situés endéans les 7 mètres des arbres à polliniser s'ils sont plantés en lignes complètes. La plantation de pollinisateurs dans les poiriers est fortement recommandée avec une densité de 10 % également dans le cas d'une plantation de pollinisateurs en quinconce ou endéans les 8 mètres lorsque ces pollinisateurs sont plantés en lignes complètes.

NUTRITION DES ARBRES

Art. 7. § 1^{er}. L'analyse du sol et des feuilles doit être réalisée afin de déterminer les éléments nutritifs et les engrais à apporter. Les résultats des analyses doivent être utilisés pour déterminer le plan de fumure d'entretien. Celui-ci doit tenir compte également du rendement, de la qualité des fruits et de l'état physiologique des arbres (symptômes de carence, vigueur de la végétation, coloration des feuilles, date de chute des feuilles).

§ 2. L'interprétation des analyses sera effectuée en fonction des résultats et de contrôles visuels.

1^o Une analyse foliaire doit être faite, pour chaque parcelle tous les trois ans. Toutefois les parcelles de moins d'1 ha peuvent être regroupées ou assimilées à une parcelle analysée en fonction de leur proximité.

2^o En cas de carence (vigueur, coloration et chute des feuilles), une analyse foliaire doit être pratiquée chaque année.

Dans les deux cas, ces analyses doivent être réalisées par un laboratoire reconnu par l'organisme de contrôle.

3^o Le producteur est tenu de faire réaliser une analyse du sol de chaque parcelle tous les trois à cinq ans en respectant certaines modalités :

a) prélèvements effectués par un échantillonneur agréé ou un laboratoire agréé;

b) époque de prélèvement : avant la reprise de la végétation;

c) détermination chimique se basant sur article 5, § 3, 3^o.

4^o Les organismes de contrôle informeront les producteurs des réglementations existantes en matière d'environnement et de protection de l'eau. Le producteur respectera l'avis de fumure émis lors des analyses tout en respectant les normes régionales et toutes les exigences légales en la matière. Il respectera les normes et apports maximaux par an et par ha et modalités ci-après :

Azote (N) :

* Sol sablonneux : - dose : 200 U

- fractionnement en au moins quatre fois

- époques recommandées : mars, mai, août et septembre/octobre

* Autres sols :

- dose : 120 U

- fractionnement en au moins deux fois

- époques recommandées : février/mars, avril/mai et/ou août/septembre

Phosphore (P) :

- dose 130 U

- époque recommandée : mars à mai ; après la cueillette pour les engrais peu solubles (scorie, etc.)

Potasse (K) :

- poiriers : dose 250 U

- pommiers : dose 200 U

- époque recommandée : sol sablonneux février à mars ; autres sols novembre à juin

Calcium (Ca) :

- dose : 2000 VN (valeur neutralisante)

- époque recommandée : après récolte, d'août/septembre à février.

5^o Toutes les données originales relatives aux opérations de prélèvements, résultats des analyses, apports réalisés doivent être conservées et figurer dans le cahier parcellaire, ces données doivent être accessibles à l'organisme de contrôle et aux fonctionnaires compétents.

DESHERBAGE

Art. 8. § 1^{er}. Il est défendu de laisser les sols entièrement nus.

§ 2. Les allées enherbées doivent être régulièrement tondues. Le produit de la tonte doit rester sur place.

§ 3. La largeur maximale de désherbage ne peut dépasser 75 cm entre le pied de l'arbre et le bord de l'allée enherbée, à l'exception des arbres âgés pour lesquels on tient compte du diamètre de la couronne des arbres.

§ 4. Seuls les herbicides des listes des produits repris au cahier des charges peuvent être employés.

§ 5. Le programme de désherbage doit être raisonné de la façon suivante :

1^o après cueillette et/ou au printemps (jusqu'au 21 juin), une seule application destinée à détruire la plus grande partie des mauvaises herbes présentes;

2^o une application complémentaire avec un herbicide foliaire dirigée contre les plantes vivaces ayant repoussé et contre les annuelles (été);

3^o une application localisée dirigée contre une ou plusieurs espèces d'adventices ayant résisté aux autres traitements.

Il y a donc un total maximum de quatre applications autorisées sur l'année complète.

§ 6. Toutes les données originales relatives aux opérations de désherbage doivent être conservées et figurer dans le cahier parcellaire, ces données doivent être accessibles à l'organisme de contrôle et aux fonctionnaires compétents.

GESTION DE LA PRODUCTION DES FRUITS

Art. 9. § 1^{er}. En cas de production trop importante de fruits, les jeunes fruits doivent être éclaircis peu après la floraison.

§ 2. L'éclaircissage manuel est préférable.

§ 3. Seuls les éclaircisseurs chimiques de la liste des produits repris au cahier des charges peuvent être utilisés.

§ 4. Inversement, si le climat pendant la floraison est défavorable à la pollinisation et à la fécondation, les pulvérisations d'agents naturels de mise à fruit, mais synthétisés chimiquement, sont permises.

Seuls les produits de la liste des produits repris au cahier des charges peuvent être employés.

§ 5. Toutes les données originales relatives aux opérations d'éclaircissage, de pulvérisation d'agents de mise à fruits doivent être conservées et figurer dans le cahier parcellaire, ces données doivent être accessibles à l'organisme de contrôle et aux fonctionnaires compétents.

LUTTE INTEGREE

Art. 10. § 1^{er}. Les interventions contre les organismes nuisibles sont décidées après estimation du risque réel qu'ils représentent. Ce risque est apprécié à l'échelle de la parcelle par la mise en oeuvre de méthodes d'observation et de surveillance de leurs niveaux de population ainsi que de la présence et de l'activité des organismes auxiliaires et par référence à des seuils de tolérance.

§ 2. La lutte, si elle est nécessaire, s'effectue à l'aide de :

1° méthodes culturales, naturelles, biologiques et biotechnologiques;

2° pesticides choisis selon des critères de l'organisation internationale de lutte biologique et intégrée.

§ 3. Le producteur a l'obligation :

1° d'effectuer des contrôles et surveillances des ravageurs et auxiliaires, par réalisation de frappages, contrôles visuels (loupe) et piègeages utilisés en lutte intégrée;

2° de tenir compte des seuils de tolérance et de les adapter aux parcelles considérées avant de prendre la décision d'utiliser un moyen de lutte. Le producteur montrera à l'organisme de contrôle la liste des seuils de tolérance utilisée;

3° de préférer les méthodes de lutte sans pesticide, en particulier les méthodes culturales et d'introduire des acariens prédateurs en pommiers.

Les méthodes culturales consistent à éliminer mécaniquement les sources d'infestations hivernantes ou estivales et les portes d'entrée des parasites :

a) éliminer les secondes floraisons;

b) éliminer et détruire les pousses atteintes par le feu bactérien, chancres, l'oïdium,...;

c) stimuler la décomposition des feuilles tavelées et tombées au sol avec la brosse et le broyeur;

d) nettoyer les chancres et badigeonner les plaies avec différentes pâtes insecticides et/ou fongicides agréées à cet usage;

e) éliminer les chenilles de la sésie dans les chancres et de zeuzère dans les branches et/ou le tronc;

f) éviter la croissance des pousses vigoureuses susceptibles de créer des foyers d'organismes nuisibles;

4° en cas d'utilisation de pesticides :

a) de respecter les conditions d'utilisation de ceux-ci;

b) d'utiliser uniquement les pesticides repris dans le cahier des charges;

c) de choisir de préférence ceux qui épargnent les auxiliaires (en particulier sauvegarder le *Typhlodromus pyri* et l'*Aphelinus mali* en pommiers et l'*Anthocoris nemoralis* en poiriers);

d) d'utiliser en priorité les pesticides de la liste verte puis ceux de la liste jaune.

Pour la tavelure, l'oïdium et le feu bactérien, le producteur doit tenir compte des conditions climatiques, de la sensibilité variétale, des stades phénologiques, du développement de la végétation, de l'importance des attaques durant la saison et de la quantité de dégâts à la récolte et pendant la saison précédente.

Pour la tavelure, l'évolution des conditions d'infection peut être suivie par un des systèmes d'avertissements automatisés.

Pour le feu bactérien, le producteur se référera aux conseils conférés par les services d'avertissements qui prendront contact avec les autorités compétentes;

5° de consulter au préalable l'organisme de contrôle en cas de doute, de problème phytosanitaire particulier ou d'utilisation d'un pesticide de la liste orange. L'organisme de contrôle est tenu d'y répondre endéans les deux jours ouvrables;

6° de conserver et d'inclure dans le cahier parcellaire les données originales relatives à une opération liées à la lutte intégrée. Ces données doivent être accessibles à l'organisme de contrôle et aux fonctionnaires compétents.

PULVERISATIONS EFFICACES ET SANS RISQUES

Art. 11. § 1^{er}. On évitera de traiter par temps venteux et/ou pluvieux.

§ 2. Les pulvérisateurs doivent être régulièrement nettoyés, révisés et calibrés. La taille et la forme du panache formé par le pulvérisateur doivent être adaptées aux arbres que l'on cible. Ne sont pas autorisées les buses qui produisent un spectre de gouttes dont le diamètre moyen est inférieur à 90 microns. Le producteur doit contrôler complètement son pulvérisateur en début de saison.

§ 3. La quantité de produits et d'eau à pulvériser doit être calculée en fonction du volume des arbres, de la technique de pulvérisation employée, de la pression d'infection, du parasite à éliminer et de la quantité d'arbres à l'hectare.

§ 4. A l'achat d'un nouveau pulvérisateur, le choix du producteur doit se porter sur le modèle le plus efficace et le plus sûr actuellement (c'est-à-dire un pulvérisateur à flux et à effet tangentiel).

RECOLTE ET CONSERVATION

Art. 12. § 1^{er}. La récolte doit être effectuée à date optimale en se basant sur les tests disponibles et les dates proposées par les spécialistes.

§ 2. La récolte doit être identifiée dans les palox ou caisses par une carte-palox ou carte-caisse spécifique non réutilisable fournie ou approuvée par l'organisme de contrôle.

§ 3. Les données originales relatives aux opérations de contrôle des entrepôts, des équipements de réfrigération et des emballages ainsi que les résultats des contrôles sur fruits doivent figurer dans un document accessible à l'organisme de contrôle et aux fonctionnaires compétents.

TRAITEMENTS POST-RECOLTE

Art. 13. § 1^{er}. Les traitements post-récolte avec antioxydants synthétiques, qui ne sont pas d'origine naturelle, en vue de contrôler l'apparition de l'échaudure (scald superficiel) ou d'autres désordres sont interdits.

§ 2. Afin de limiter les pulvérisations tardives de fongicides pour lutter contre les maladies de conservation, un traitement post-récolte à l'aide de fongicides est permis si les conditions suivantes sont remplies :

1° un tel traitement n'est permis que sur des cultivars modérément ou fortement sensibles aux pourritures de conservation;

2° seuls les fruits présentant un risque important de pourriture mais qui, à part cela, sont susceptibles d'être conservés durant une longue période (au-delà du 31 décembre) peuvent recevoir ce type de traitement post-récolte;

3° les fruits déjà traités en pré-récolte contre les pourritures de conservation ne peuvent pas être traités en post-récolte;

4° en cas de traitement post-récolte, la quantité de résidus sur les fruits ne doit pas être supérieure à celle obtenue par traitement en pré-récolte.

§ 3. Toutes les données originales relatives aux opérations de traitement en post-récolte doivent être conservées et figurer dans un document accessible à l'organisme de contrôle et aux fonctionnaires compétents.

FREQUENCE ET ORGANISATION DES CONTROLES

Art. 14. § 1^{er}. Les procédures de contrôle doivent être objectives, fiables et représentatives.

1° L'original des documents d'identification des parcelles, des analyses, des traitements repris dans le cahier parcellaire ainsi que les décisions prises par l'organisme de contrôle doivent être disponibles sur l'exploitation durant une période de dix ans et être contresignés par toutes les parties concernées.

2° Les cahiers parcellaires de toutes les exploitations enregistrées doivent être contrôlés annuellement. Toutes les données de l'exploitation contenues dans le cahier parcellaire seront analysées en détail et évaluées sans tenir compte des éventuelles inspections ou visites sur place des exploitations ni de leur nombre.

3° En cas d'inspection sur place de l'exploitation, les observations de l'organisme de contrôle seront consignées dans un rapport d'inspection. Les résultats d'inspection trouvés insatisfaisants seront discutés sur place avec l'arboriculteur. Le rapport d'inspection est signé par le contrôleur de l'organisme de contrôle ou le fonctionnaire compétent et l'arboriculteur ou son représentant après chaque inspection. La signature de l'arboriculteur ou de son représentant indique son accord avec l'évaluation faite par l'organisme de contrôle ou le fonctionnaire compétent.

4° Pour un nouveau producteur, nouvelle parcelle ou nouvelle plantation mise en production intégrée, une période de deux ans est nécessaire avant que le producteur ne soit agréé ou que la nouvelle parcelle ou plantation ne soit retenue comme étant en production intégrée. Durant cette période de deux ans, les exploitations concernées seront soumises au moins une fois par an à une inspection intensive sur parcelle(s).

5° Les arboriculteurs susceptibles de recevoir l'agrément pour une première année devront être soumis au cours de cette première année, à une inspection sur place de leur exploitation.

6° Les arboriculteurs ayant obtenu avec succès une première année d'agrément peuvent passer, l'année suivante, dans une catégorie inférieure d'intensité de contrôle.

Pour cette catégorie, chaque exploitation enregistrée recevra au moins une fois durant la saison, la visite du contrôleur délégué par l'organisme de contrôle. Au moins 20 % des parcelles agréées, et dans tous les cas au minimum une parcelle choisie au hasard, seront inspectées annuellement entièrement et avec soin pour s'assurer que les prescriptions du cahier des charges sont correctement appliquées.

7° Des échantillons de matériel végétal ou de sol pourront être prélevés sur base discrétionnaire pour s'assurer que l'on n'a pas utilisé des pesticides non autorisés.

8° Un échantillon représentatif des installations de conservation et d'emballage doit aussi être visité par le contrôleur pour s'assurer que la manutention, le triage, la conservation, l'emballage, les contrôles de qualité et l'étiquetage sont conformes aux exigences de la méthode agréée de production intégrée pour fruits à pépins.

PESTICIDES AGREES EN PRODUCTION INTEGREE

Art. 15. § 1^{er}. Les pesticides sont répartis en trois listes :

- la liste verte : ces produits peuvent être employés quand leur usage est justifié;
- la liste jaune : ces produits ne peuvent être employés que lorsqu'aucun produit de la liste verte n'est satisfaisant pour un usage justifié et efficace;
- la liste orange : ces produits ne peuvent être employés qu'après avoir démontré leur nécessité et avec autorisation de l'organisme de contrôle.

§ 2. Toutes les matières actives non-citées dans les listes qui suivent ne peuvent être utilisées pour la production intégrée des fruits à pépins.

§ 3. Les conditions d'utilisation (culture, dose, délai avant récolte, compatibilité avec d'autres pesticides) de chaque pesticide doivent être respectées. Les doses doivent être adaptées au volume des arbres à traiter. De plus, le traitement doit être appliqué au bon moment, en tenant compte du moment de vulnérabilité de l'organisme nuisible et des organismes utiles, des conditions météorologiques et de la présence de plantes à fleurs dans la parcelle et les alentours directs.

§ 4. En cas de présence d'organismes de quarantaine, le producteur est tenu d'avertir l'organisme de contrôle et de suivre en priorité les mesures préconisées par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Pesticides agréés en lutte intégrée

Matière active	Pomme			Poire		
	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
1. Acaricides						
Azocyclotin		X ¹⁷		X		
Clofentézine	X			X		
Endosulfan avant floraison		X			X	
Fenbutatinoxide	X			X		
Fenpyroximate		X ¹		X		
Flufenoxuron	X			X		
Hexythiazox	X			X		
Pyridabène		X ¹⁷		X		
Tébufenpyrad		X ¹⁷		X		

2. Insecticides	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Amitraze				X		
Bacillus thuringiensis	X			X		
Bifenthrine						X ³
Carbaryl		X			X	
Cyfluthrine						X ³
Deltaméthrine						X ³
Diazinon		X			X	
Diflubenzuron	X			X		
Endosulfan avant floraison		X			X	
Fénoxycarbe		X			X	
Flufenoxuron	X			X		
Huiles minérales		X			X	
Imidacloprid		X				
Indoxacarbe	X				X	
Lambdacyhalothrine						X ³
Phosalone		X			X	
Pirimicarbe	X			X		
Tebufenozide	X			X		
Vamidothion		X ²				
Virus de la granulose	X			X		
3. Fongicides	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Bitertanol	X			X		
Captane	X			X		
Carbendazime		X ⁹			X ⁹	
Cuivre		X ⁶			X ⁶	
Cyprodinil	X					
Diéthofencarbe		X ⁸			X ⁸	
Difénoconazole	X			X		
Dithianon	X			X		
Dodine	X			X		
Imazalil		X ⁷			X ⁷	
Kresoxim-methyl	X			X		
Mancozèbe				X		
Manèbe				X		
Métirame		X ⁵		X		
Myclobutanil	X					X
Nuarimol	X					
Penconazole	X					
Propinèbe				X		
Pyriméthanil	X			X		
Soufre		X ⁴			X ⁴	
Thiophanate Méthyl		X ⁹			X ⁹	
Thirame		X ⁵		X		
Tolyfluanide		X ⁴		X		
Triadiménol	X					
Trifloxystrobine	X			X		
Vinclozoline		X				

4. Herbicides	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Amitrole		X ¹²			X ¹²	
Chlortoluron		X ¹⁰			X ¹⁰	
Dichlobénil		X ¹¹			X ¹¹	
Dichloorprop-p	X			X		
Diquat		X ¹³			X ¹³	
Fluazifop-P-Butyl	X			X		
Glufosinate-amonium	X			X		
Glyphosate	X			X		
Glyphosate-trimesium	X			X		
Linuron		X ¹⁰			X ¹⁰	
MCPA	X			X		
Mécoprop-p	X			X		
Métazachlore		X ¹⁰			X ¹⁰	
Paraquat		X ¹⁴			X ¹⁴	
5. Divers	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Acide alpha-naphtylacétique	X			X		
Carbaryl		X				
Désinfectants du sol			X ¹⁶			
GA 3				X		
GA 4+7	X			X		
GA 4+7 + benzyladénine	X			X		
Mouillants	X ¹⁵			X ¹⁵		
Prohexadione - Ca		X			X	
Rodenticides	X ¹⁵			X ¹⁵		
Répulsifs	X ¹⁵			X ¹⁵		
2-(1-Naphtyl) acétamide	X					

Restrictions dans l'usage des produits pour la protection végétale de la liste jaune ou orange.

Acaricides

1 Fenpyroximate

Si attaque de l'araignée rouge à la dose agréée pour la production intégrée.

17 Acaricides divers

à utiliser qu'avant l'installation des typhlodromes sur les parcelles concernées et à partir de la période d'éclosion de 50 % des œufs d'hiver de l'araignée rouge jusqu'à maximum 4 semaines avant l'installation des typhlodromes ainsi qu'en respectant les délais obligatoires avant récolte.

Insecticides

2 Vamidothion

Seulement si les méthodes de lutte normale ne satisfont pas.

3 Pyréthrinoïdes synthétiques

En cas de forte attaque du psylle du poirier, à utiliser au moment des premières pontes au début du printemps. Une forte attaque est observée lorsqu'un minimum de 200 psylles du poirier est compté lors de 100 frappages. Ces comptages doivent être notés dans le cahier parcellaire.

Fongicides

4 Soufre, tolylfluamide

Ont un effet freinant sur les typhlodromes. Le soufre a un effet freinant sur les punaises prédatrices.

Limiter le nombre de traitements en fonction des populations.

5 Métirame, thirame

Au maximum quatre traitements par année et non consécutifs.

6 Cuivre

Au maximum trois traitements par année. Au printemps, un traitement si présence de conidies de tavelure. En automne, contre le chancre.

7 Imazalil

Comme traitement postrécolte avec l'autorisation de l'organisme de contrôle si les exigences du cahier des charges sont respectées

8 Diéthofencarbe

Un traitement contre la pourriture des fruits résistante aux BCM.

9 Carbendazime,

Pour combattre la pourriture de la mouche et des fruits et le thiophanate-Méthyl chancre

Contre le chancre, maximum 2 traitements par saison.

Herbicides

10 Chlortoluron, linuron, métazachlore

La quantité totale appliquée ne peut dépasser la dose agréée.

Aucun de ces produits ne peut être utilisé après le 21 juin

11 Dichlobénil

Comme traitement d'été dans le système à rangs multiples, à la dose de 20 kg de produit commercial par hectare.

12 Amitrole	En traitements localisés contre les plantes vivaces.
13 Diquat	Traitement après la récolte.
14 Paraquat	Destruction des repousses des porte-greffes.
	Autorisé l'année de plantation ainsi que seulement durant l'automne de l'année suivante.

Divers

15 Les rodenticides, les répulsifs et les mouillants agréés peuvent être utilisés.

16 Les désinfectants du sol agréés ne peuvent être utilisés qu'après jugement par l'organisme de contrôle et sur base des résultats d'analyse.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ANNEXE 2
CAHIER PARCELLAIRE

a) Délais

Le cahier parcellaire doit obligatoirement être complété le jour même après chaque traitement effectué. Toutefois, exceptionnellement en période d'intense activité, l'exploitation aura la faculté de ne compléter le cahier parcellaire que le dimanche suivant à condition que dès le traitement effectué les données relatives au traitement figurent en un endroit visible. Les autres renseignements demandés pourront être complétés dans un délai de 7 jours.

b) Conservation

Le cahier parcellaire doit être conservé par le producteur pendant 10 ans et être accessible durant cette période à l'organisme de contrôle et aux fonctionnaires compétents.

Chaque page du cahier parcellaire sera suivie d'un double ou copie qui sera remis chaque année à l'organisme de contrôle.

c) Contenu

Le cahier parcellaire doit être un document original concernant toutes les parcelles de l'exploitation faisant l'objet de l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins et comportant les rubriques ci-après :

- 1) identification du producteur;
- 2) répertoire des parcelles de pommiers et poiriers établies;
- 3) établissement d'une nouvelle parcelle;
- 4) dates de débourrement et floraison;
- 5) apports nutritionnels;
- 6) insecticides - acaricides appliqués;
- 7) fongicides et bactéricides appliqués;
- 8) désherbage effectué;
- 9) régulateurs chimiques ou manuels;
- 10) relevés des pièges;
- 11) observations effectuées (auxiliaires et ennemis);
- 12) tableau de récolte;
- 13) tableau de triage, conditionnement et vente;
- 14) programme d'observations à effectuer en pommiers;
- 15) programme d'observations à effectuer en poiriers.

IDENTIFICATION DU PRODUCTEUR

- N° de producteur attribué par la criée ou n° d'immatriculation délivré conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 11 décembre 1992 relatif au commerce de légumes et de fruits à l'état frais :

- Nom (en majuscules), Prénom :

- Adresse :

- Nom, Prénom du responsable (société) + adresse :

- N° de téléphone : N° de fax :

- Joindre un plan du verger à l'échelle 1/10 000 avec le numéro de toutes les parcelles de fruits à pépins; y délimiter ces parcelles avec précision.

Le soussigné déclare avoir pris connaissance de l'arrêté du Gouvernement wallon ainsi que du cahier des charges sur la production intégrée et s'y conformer. Il déclare que les renseignements repris dans le présent cahier parcellaire sont corrects et accepte que l'organisme de contrôle et les fonctionnaires compétents y aient accès.

Fait à....., le.....

Signature,

Visa du contrôleur :

Nom :

Date :

Signature,

* Indiquer les dates de pose et de renouvellement en les encadrant, ainsi que les dates d'observations sans les encadrer.



OBSERVATIONS EFFECTUEES (auxiliaires et ennemis)

N° parcelle	Date	Mode observation + partie ou stade de l'arbre (1)	Résultats des comptages espèces, stades, quantités (2)	Décision

(1) exemples : frappage, contrôle visuel, extraction, etc. extrémité de pousse, bouquet floral, obstacle sur bois de 2 ans, feuille, etc.

(2) exemples : 7 % d'occupations de pucerons cendrés, 3 présences d'oeufs de psylles, 4 présences de typhlodromes, 2 anthocorides, 1 % dégâts

RECOLTE

N° parcelle (1)	Variété (1)	Passage de cueillette (2)	Date de cueillette	Poids total et nbre palox (3)	Frigo (4)	Vente prévue (5)

- (1) une seule à la fois
 (2) par exemple : 1^{re} cueillette, 2^e cueillette, 3^e cueillette
 (3) par variété, par parcelle, par période et par cellule frigorifique
 (4) n° cellule + type frigo et localisation
 (5) période envisagée + type de vente (criée, détail, grossiste)

TRIAGE - CONDITIONNEMENT - VENTE

N° parcelle	Nbre de palox et variété	Date triage	Conditionnement *			Destina- tion	Date livraison
			type	poids	nombre		

* les 3 colonnes relatives au conditionnement peuvent ne pas être remplies si tous les bons de livraison de la criée et autres sont conservés.

OBSERVATIONS - POMMIER

RAVAGEURS	avril	mai	juin	juillet	août	Récolte
PUCERON VERT MIGRANT (% inflorescence)	■	■				
PUCERON CENDRE (% arbres)		■	■	■		
PUCERON CENDRE (% fruits)						■
PUCERON LANIGERE (% arbres)		■	■	■	■	
COCHENILLE VIRGULE (% (fruits)						■
CHEIMATOBIE (% bouquets)	■	■				
NOCTUELLES (% bouquets)		■	■			
CHEIMATOBIE NOCTUELLES (% fruits)						■
CAPUA (% pousses)				■	■	
CAPUA (% fruits)						■
AUTRES TORDEUSES (% pousses)	■	■	■			
AUTRES TORDEUSES (% fruits)						■
CARPOCAPSE (% fruits)						■

PUNAISE (% arbres)							
PUNAISE (% fruits)							
ANTHONOME "Clous de Girofle" (% boutons)							
ANTHONOME (% fruits)							
CECIDOMYIE (% pousses)							
HOPLOCAMPE (dans pièges en croix)							
HOPLOCAMPE (% fruits)							

OBSERVATIONS - POIRIER

RAVAGEURS	avril	mai	juin	juillet	août	Récolte
PUCERON VERT MIGRANT (% inflorescence)	■	■				
PUCERON CENDRE (% arbres)		■	■			
COCHENILLE VIRGULE (% (fruits))						■
CHEIMATOBIE (% bouquets)	■	■				
NOCTUELLES (% bouquets)		■	■			
CHEIMATOBIE NOCTUELLES (% fruits)						■
CAPUA (% pousses)				■	■	
CAPUA (% fruits)						■
AUTRES TORDEUSES (% pousses)	■	■	■			
AUTRES TORDEUSES (% fruits)						■
CARPOCAPSES (% fruits)						■
PUNAISE (% arbres)		■	■			■
PUNAISE (% fruits)						■

PUNAISE PREDATRICE (% oeufs + larves)							
PSYLLE (% oeufs + larves)							
ANTHONOME (% arbres)							
CECIDOMYIE DES POIRETTES (% jeunes fruits)							
CECIDOMYIE DES FEUILLES (% pousses)							
ERINOSE (% arbres)							
ERINOSE (% fruits)							

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode.

Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3997

[2004/202945]

29. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 und durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1996 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst und der diese Methode anwendenden Erzeuger, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. März 1996 zur Festlegung des Lastenheftes und des Parzellenheftes in Bezug auf die integrierte Produktionsmethode für Kernobst, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 26. März 1997, vom 19. Juni 1998, vom 4. Mai 1999, vom 22. November 2000 und vom 20. Dezember 2001;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 25. März 1996 zur Festlegung der Sonderbedingungen für die Zulassung der Prüfeinrichtungen in Bezug auf die integrierte Produktion von Kernobst sowie des äußersten Datums für die Einreichung eines Antrags durch den Erzeuger für 1996;

Aufgrund der (EG) Verordnung Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse so wie sie abgeändert wurde :

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Dezember 1992 über den Handel mit frischem Obst und Gemüse;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. März 2004;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Tage nicht überschreitet;

Aufgrund des am 24. Februar 2004 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1. Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;
2. Verwaltung: die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;
3. Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;
4. Kernobst: die zur Ernährung der Menschen bestimmten Früchte der Apfel- bzw. Birnbäume;
5. Erzeugnisse: das auf der Grundlage der integrierten Produktionsmethode produzierte und von dem Betrieb eines zugelassenen Erzeugers stammende Kernobst;
6. Erzeuger: die natürliche bzw. juristische Person oder die Gruppe von natürlichen bzw. juristischen Personen, die alleine bzw. gemeinsam einen Obst produzierenden Betrieb, dessen Sitz in der Wallonischen Region ist, bewirtschaften;
7. Betrieb: Gesamtheit der Produktionseinheiten für Kernobst, die der Erzeuger in Belgien bewirtschaftet.

Art. 2 - § 1. In dem in der Anlage 1 befindlichen Lastenheft werden die Anforderungen erwähnt, denen die Methode, die Erzeugnisse und die Erzeuger genügen müssen, um die Zulassung bezüglich der integrierten Produktionsmethode für Kernobst sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger zu erhalten.

Das in der Anlage 2 befindliche Parzellenheft ist ein von dem Erzeuger auszufüllendes Dokument, in dem die notwendigen jährlichen Angaben stehen, die über den Betrieb gesammelt werden und die dazu bestimmt sind, die Einhaltung des Lastenheftes zu überprüfen.

Außer in Ausnahmefällen kann der Minister keine Abweichungen von den Anforderungen des Lastenheftes gewähren.

Die Dienststelle kann in Ausnahmefällen, nach einem günstigen Gutachten des in § 2 erwähnten technischen Ausschusses und nach einer Konzertierung mit der zuständigen Dienststelle der Flämischen Region, Abweichungen von den in Artikel 15 des Lastenheftes erwähnten Vorschriften gewähren.

§ 2. Ein technischer Ausschuss wird eingerichtet, um die technischen Angelegenheiten zu untersuchen und um Abänderungen vorzuschlagen, die an dem Lastenheft und an dem Parzellenheft aufgrund der weiteren Entwicklung der Technik in Bezug auf die integrierte Produktion und der Liste der zugelassenen Pestizide anzubringen sind.

Dieser technische Ausschuss besteht aus:

- 1° zwei Vertretern der Dienststelle, die den Vorsitz und das Sekretariat führen;
- 2° einem Vertreter der Direktion der Entwicklung und der Beratung der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 3° zwei von der VoE Profruit bezeichneten Vertretern;
- 4° einem Vertreter der "Fédération wallonne horticole" (wallonischer Gartenbauverband);
- 5° einem Vertreter der "Organisation fruitière belge" (belgischer Verband des Obstbaus);
- 6° einem Vertreter von jeder der zugelassenen Prüfeinrichtungen;

Ein im Bereich der Zulassung der Pestizide sachkundiger Vertreter des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt gehört dem technischen Ausschuss als Beobachter an.

Der technische Ausschuss kann Sachverständige zu Rate ziehen.

§ 3. Auf Gutachten des technischen Ausschusses kann der Minister das Lastenheft und das Parzellenheft, die in den Anlagen 1 bzw. 2 des vorliegenden Erlasses stehen, abändern.

Art. 3 - § 1. Der Minister kann private Stellen als Prüfeinrichtungen zulassen, die damit beauftragt werden, die Erzeuger zuzulassen, die Einhaltung des Lastenheftes zu kontrollieren und die Erzeugnisse zu zertifizieren.

§ 2. Um von dem Minister zugelassen werden zu können, muss die Prüfeinrichtung den folgenden Bedingungen genügen:

- 1° aufgrund ihrer Tätigkeiten eine nützliche Erfahrung und Referenzen in Sachen Kontrolle im Bereich der Landwirtschaft und des Gartenbaus besitzen;
- 2° über geeignete Einrichtungen und Ausrüstungen verfügen, die die Durchführung aller nützlichen Tätigkeiten in Verbindung mit den notwendigen Kontrollen ermöglichen;
- 3° über ein Büro in Belgien verfügen, ab dem die Kontrollen der Erzeuger organisiert werden und wo das vollständige Register der durchgeführten Kontrollen und Zertifizierungen zur Verfügung steht;
- 4° über ein für die Kontrollen qualifiziertes Personal verfügen;
- 5° eine natürliche Person bezeichnen, die für die Gesamtheit der durchgeführten Kontrollen und Zertifizierungen verantwortlich ist;

6° ausreichende Unabhängigkeits-, Unparteilichkeit und Integritätsgarantien vorweisen, keinem kommerziellen, finanziellen oder sonstigen Druck unterzogen werden, der das Urteilsvermögen beeinflussen kann, und Verfahren einsetzen, um zu gewährleisten, dass Personen oder Einrichtungen, die nicht zur Prüfeinrichtung gehören, keinen Einfluss auf die Ergebnisse der durchgeführten Inspektionen ausüben können;

7° weder der Entwickler, der Hersteller, der Lieferant, der Installateur oder der Benutzer des der Inspektion unterzogenen Gegenstands - was auch für das für die Durchführung der Inspektionen verantwortliche Personal gilt - noch der beauftragte Vertreter einer dieser Parteien sein;

8° gemäß der Norm EN45011 aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Bescheinigungs- und Prüfstellen sowie der Versuchslaboratorien oder durch eine im europäischen Wirtschaftsraum niedergelassene gleichartige Akkreditierungseinrichtung akkreditiert sein.

Das in Absatz 1, 4° erwähnte Personal muss mindestens im Besitz eines Diploms höherer Studien im Bereich der Landwirtschaft oder des Gartenbaus sein und die integrierten Produktionstechniken für Kernobst gründlich und praxisnah kennen.

Diese Anerkennung wird auf der Grundlage einer von der Dienststelle in Anwesenheit von mindestens zwei auf Obstbau spezialisierten Ingenieuren organisierten Prüfung festgelegt.

Dieses Personal muss über einen über zwölf Monate langen Arbeitsvertrag verfügen, und dessen Entlohnung darf nicht direkt mit der Anzahl der durchgeführten Inspektionen oder irgendwie mit deren Ergebnissen verbunden sein.

§ 3. Die kandidierende Prüfeinrichtung richtet ihren Antrag an die Verwaltung.

Der Antrag auf Zulassung enthält:

- 1° den Namen und den Gesellschaftssitz der Prüfeinrichtung sowie deren Rechtsform, eine Abschrift der Satzungen und die Liste der Verwaltungsratsmitglieder;

- 2° alle Informationen über die nützliche Erfahrung und die Referenzen, die in § 2, Absatz 1, 1° erwähnt werden;
- 3° alle Informationen über die in § 2, Absatz 1, 2° erwähnten Einrichtungen und Ausrüstungen;
- 4° die Anschrift des in § 2, Absatz 1, 3° erwähnten Büros;
- 5° die Identität des mit den Inspektionen beauftragten Personals sowie dessen Ausbildung, mit einer Abschrift des Diploms, der Bescheinigung der besuchten Weiterbildungskurse und des Arbeitsvertrags;
- 6° die Personalien der für die Gesamtheit der durchgeführten Kontrollen und Zertifizierungen verantwortlichen natürlichen Person.

§ 4. Um ihre Zulassung zu behalten, muss die Prüfeinrichtung:

- 1° eine Liste der registrierten und zugelassenen Erzeuger sowie der Erzeuger, die vor weniger als einem Jahr zugelassen wurden, führen und der Dienststelle diese Liste zum ersten März eines jeden Jahres übermitteln;
- 2° ein Register der durchgeführten Kontrollen führen und es der Dienststelle auf ihren einfachen Antrag vorlegen; in diesem Register stehen :

- a) die Art, das Datum und das Ergebnis der Kontrolle;
- b) alle Informationen in Bezug auf die Einhaltung der in dem Parzellenheft erwähnten Produktionsbedingungen;
- c) der Name und das Namenszeichen des Kontrolleurs;

3° der Dienststelle sofort jede Änderung der in § 3 erwähnten Informationen melden und insbesondere jede Änderung in Bezug auf die Identität und die Qualifikation ihres mit der Durchführung der Inspektionen bei den Erzeugern beauftragten Personals oder auf die Identität der für die Kontrollen und Zertifizierungen verantwortlichen natürlichen Person;

4° jedem Erzeuger, der die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses einhält und seinen Beitrag zu den entstandenen Kosten zahlt, den Zugang zu dem Zertifizierungssystem sichern.

Die in Absatz 1, 1° erwähnte Liste enthält die minimalen Angaben zur Identifizierung eines jeden Erzeugers, und zwar:

1° die von der Obstversteigerungsstelle erteilte Erzeugernummer oder in Ermangelung davon die von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette gegebene Eintragungsnummer;

2° den in Großbuchstaben geschriebenen Namen und den Vornamen des Erzeugers oder des Verantwortlichen, wenn es sich um eine Gesellschaft handelt, seine Anschrift und ggf. seine Telephon- und Faxnummer.

Wenn die in Absatz 1, 1° und 2° erwähnten Angaben elektronisch verarbeitet werden, werden Verfahren eingesetzt, um die Integrität der Angaben zu schützen und deren Speicherung zu sichern.

§ 5. Die zugelassenen Prüfeinrichtungen unterliegen der Kontrolle durch die Dienststelle. Diese kann sowohl die Prüfeinrichtung als auch den Erzeuger um jede nützliche Auskunft bitten.

§ 6. Wenn die Prüfeinrichtung ihre Verpflichtungen nicht einhält, entzieht ihr der Minister die Zulassung ganz oder teilweise, vorläufig oder endgültig, ohne dass sie aufgrund dessen irgendeine Entschädigung zu Lasten der Wallonischen Region fordern kann.

Die Prüfeinrichtung wird zuvor von dem Generaldirektor der Verwaltung angehört und kann einen Schriftsatz zur Unterstützung ihrer Verteidigung vorlegen. Die Anhörung ist Gegenstand eines Protokolls.

Das Protokoll, der etwaige Schriftsatz und jedes Element, das den Entzug der Zulassung begründen kann, werden danach dem Minister vorgelegt.

§ 7. Die Zulassung und der Entzug der Zulassung sind Gegenstand einer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 4 - § 1. Nur die Verpackungen der gemäß der integrierten Produktionsmethode erhaltenen Erzeugnisse dürfen die Angabe "Kernobst aus integriertem Anbau" tragen.

Bei Anbringung dieser Angabe und zusätzlich zu den in den auf der Grundlage der Verordnung (EEG) Nr. 2200/96 des Rates bestimmten gemeinsamen Qualitätsnormen vorgeschriebenen Angaben sind folgende Angaben beizufügen:

1° die jedem zugelassenen Erzeuger auf der Grundlage des Artikels 4 des Königlichen Erlasses vom 11. Dezember 1992 über den Handel mit frischem Obst und Gemüse erteilte Eintragungsnummer;

2° der Name der Prüfeinrichtung, bei der der Erzeuger zugelassen ist, gefolgt von der Angabe "Von dem Ministerium der Wallonischen Region zugelassen".

Die vorerwähnten Angaben müssen mit den aufgrund der gemeinsamen Qualitätsnormen vorgeschriebenen Angaben zusammengefügt sein und in gut lesbaren und unauslöschbaren Buchstaben auf einer der Seiten der Verpackung entweder direkt gedruckt oder mittels einer Etikette angebracht sein.

§ 2. Bei Umverpackung der die Angabe "Kernobst aus integriertem Anbau" tragenden Erzeugnisse kann diese Angabe auf die neue Verpackung angebracht werden, wenn:

1° ebenfalls alle in § 1 vorgeschriebenen Angaben zusammen mit der Eintragungsnummer des Umverpackers angebracht werden;

2° der Umverpacker die Bezugsnummern der ein- und ausgehenden Lose in seine Bücher einträgt, was die Kontrolle der Herkunft der unter dieser Bezeichnung vermarkteten Erzeugnisse ermöglicht.

Der Minister kann Abweichungen von den in diesem Absatz erwähnten Vorschriften gewähren und die Bedingungen zur Gewährung dieser Abweichungen bestimmen.

§ 3. Auf der Ebene des Kleinhandels, wenn die Erzeugnisse nicht mehr in ihrer Verpackung angeboten werden, kann die Angabe "Kernobst aus integriertem Anbau" nur auf einem Schild stehen, wenn die Verpackung der angebotenen Erzeugnisse alle in den Absätzen 1 und 2 vorgeschriebenen Angaben aufwies.

Art. 5 - § 1. Um zugelassen zu werden, muss der Erzeuger, der die integrierte Produktionsmethode verwendet:

1° sich zuvor und jährlich bei einer Prüfeinrichtung registrieren lassen;

2° sich von dieser Einrichtung kontrollieren lassen, um zu prüfen, ob seine Produktionsmethode den im Lastenheft festgesetzten Anforderungen entspricht;

3° sich verpflichten, seinen ganzen Betrieb innerhalb eines Übergangszeitraums von drei Jahren auf die integrierte Produktion umzustellen.

In Ausnahmefällen und mit dem Einverständnis der Prüfeinrichtung gemäß dem im Lastenheft beschriebenen Verfahren kann der Erzeuger eine oder mehrere Parzellen aus der integrierten Produktionsmethode ausschließen und deren Ernte isolieren.

§ 2. Die Prüfeinrichtung registriert die Erzeuger, die die integrierte Produktionsmethode anwenden möchten. Sie kontrolliert, dass die im Lastenheft beschriebene Produktionsmethode richtig angewandt wird; aufgrund dessen stellt sie ihnen eine Zulassung für die Produktion des Jahres aus und zertifiziert sie das betroffene Obst.

Nur die diese Zulassung besitzenden Erzeuger können sich "die integrierte Produktionsmethode anwendender Erzeuger" nennen und ihre Erzeugnisse als "Kernobst aus integriertem Anbau" anbieten.

Art. 6 - § 1. Die Prüfeinrichtung kann einem Erzeuger die Registrierung oder die Zulassung verweigern oder sie während eines bestimmten Zeitraums entziehen.

Die Prüfeinrichtung informiert den Erzeuger per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief davon und übermittelt der Dienststelle eine Abschrift der Akte.

Der Erzeuger darf sich nicht mehr auf die integrierte Produktionsmethode weder in Bezug auf die Eigenschaft als die integrierte Produktionsmethode anwendender Erzeuger noch in Bezug auf die Aufmachung der Erzeugnisse beziehen.

Der Erzeuger trägt die Folgen dieser Verweigerung oder dieses vorläufigen Entzugs ohne Anrecht auf Entschädigung.

Der Erzeuger kann der Dienststelle seine etwaigen Verteidigungsgründe per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zukommen lassen, dies innerhalb eines Zeitraums von dreißig Tagen ab dem Einsenddatum des Einschreibebriefs der Prüfeinrichtung.

§ 2. Im Hinblick auf die Untersuchung der Verteidigungsgründe des Erzeugers kann die Dienststelle ihn per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vorladen, um es ihm möglich zu machen, zusätzliche Informationen zu geben oder weitere Belege auszuhändigen.

In diesem Fall wird ein kurzer Bericht über das Gespräch sofort verfasst und von dem zuständigen Beamten unterzeichnet, der ihn dem Erzeuger zur Gegenzeichnung vorlegt.

Andere Personen können auch zum Gespräch oder zu einer späteren Anhörung vorgeladen werden. Die etwaige spätere Anhörung muss in Gegenwart des Erzeugers oder mindestens, nachdem er ordnungsgemäß vorgeladen worden ist, stattfinden.

§ 3. Nach Ablauf des vorerwähnten Verfahrens befindet die Dienststelle innerhalb von drei Monaten ab dem Datum des Eingangs der Verteidigungsgründe des Erzeugers. In Ermangelung einer Entscheidung innerhalb der vorgesehenen Frist wird der Einspruch des Erzeugers als angenommen betrachtet.

Im Falle einer negativen Entscheidung wird die Registrierung oder die Zulassung entzogen bzw. verweigert. Es ist dann dem Erzeuger verboten, sich auf die integrierte Produktionsmethode sowohl in Bezug auf die Eigenschaft als die integrierte Produktionsmethode anwendender Erzeuger als auch in Bezug auf die Aufmachung der Erzeugnisse zu beziehen. Frühestens für die auf das Datum der Verweigerung folgende Produktionsperiode kann der Erzeuger erneut zugelassen werden, wenn eine neue Kontrolle beweist, dass er das Lastenheft einhält.

§ 4. Wenn Begutachtungskosten im Falle eines Einspruchs entstanden sind und wenn die Entscheidung der Prüfeinrichtung bestätigt worden ist, trägt der Erzeuger diese Kosten und wird er vom zuständigen Beamten per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief aufgefordert, diese Kosten innerhalb eines Zeitraums von dreißig Tagen ab dem Einsenddatum dieses Briefs zu zahlen.

Im gegenteiligen Fall gehen die Begutachtungskosten zu Lasten der Prüfeinrichtung.

Je nach Fall muss der Erzeuger bzw. die Prüfeinrichtung der Dienststelle den Zahlungsbeweis innerhalb eines Zeitraums von fünfzehn Tagen ab dem Zahlungsdatum per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermitteln.

Art. 7 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei ermittelt, festgestellt und geahndet.

Die in Artikel 8 des besagten Gesetzes erwähnten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2001 über die administrativen Geldstrafen sind ebenfalls anwendbar. Für die Anwendung dieses Erlasses ist der zuständige bezeichnete Beamte der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region und, falls er verhindert wird, der ihn vertretende Beamte.

Art. 8 - Die folgenden Erlasse werden außer Kraft gesetzt:

1° der Königliche Erlass vom 22. Januar 1996 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst und der diese Methode anwendenden Erzeuger, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001;

2° der Ministerialerlass vom 1. März 1996 zur Festlegung des Lastenheftes und des Parzellenheftes in Bezug auf die integrierte Produktionsmethode für Kernobst, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 26. März 1997, vom 19. Juni 1998, vom 4. Mai 1999, vom 22. November 2000 und vom 20. Dezember 2001;

3° der Ministerialerlass vom 25. März 1996 zur Festlegung der Sonderbedingungen für die Zulassung der Prüfeinrichtungen in Bezug auf die integrierte Produktion von Kernobst sowie des äußersten Datums für die Einreichung eines Antrags von dem Erzeuger für 1996.

Art. 9 - Die Zulassung der von dem Föderalminister der Landwirtschaft in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1996 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst und der diese Methode anwendenden Erzeuger zugelassenen Prüfeinrichtungen wird verlängert, ohne dass ein neuer Antrag auf Zulassung einzureichen ist. Um ihre Zulassung zu behalten, unterliegen die Prüfeinrichtungen der Einhaltung der in dem vorliegenden Erlass festgesetzten Bedingungen.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

ANLAGE 1

LASTENHEFT ZUR FESTLEGUNG DER MINDESTANFORDERUNGEN BEZÜGLICH DER INTEGRIERTEN PRODUKTION VON KERNOBST

„Die integrierte Obstproduktion ist die wirtschaftliche Produktion qualitativ hochwertiger Früchte unter vorrangiger Berücksichtigung ökologisch sicherer Methoden, um die erwünschten Nebenwirkungen und die Anwendung von Agrochemikalien zu minimieren mit dem Ziel eines besseren Schutzes der Umwelt und der menschlichen Gesundheit“ (Definition der IOBC - Internationale Organisation für biologische Schädlingsbekämpfung).

REGISTRIERUNG UND ZULASSUNG

Art. 1 - Um registriert werden zu können und um die Zulassung zu erhalten, muss der Erzeuger:

1° jedes Jahr vor dem 15. April (es gilt das Datum des Poststempels) der Prüfeinrichtung seinen Antrag auf Erneuerung der Registrierung bzw. Zulassung zukommen lassen. Dieser Antrag kann ebenfalls per Fax übermittelt werden, unter der Voraussetzung, dass der Erzeuger den entsprechenden Beleg aufbewahrt.

Ein Erzeuger, der seinen Antrag auf Registrierung zum ersten Mal einreicht, muss dies per vor dem 1. Februar an die Prüfeinrichtung gerichtetes Einschreiben tun. Ein Erzeuger, der früher der Kontrolle unterworfen war, für das laufende Jahr aber nicht mehr der Kontrolle unterworfen sein möchte, muss die Prüfeinrichtung darüber informieren durch ein vor dem 1. Februar aufgegebenes Einschreiben;

2° das offizielle Parzellenheft ausfüllen, von dem ein Muster in der Anlage beigelegt ist;

3° durch die Prüfeinrichtung günstig bewertet werden. Falls ein Erzeuger die Prüfeinrichtung wechseln möchte, hat die neue Prüfeinrichtung das Recht, von der vorherigen Prüfeinrichtung alle Daten über diesen Erzeuger anzufordern.

QUALIFIKATION DES ERZEUGERS

Art. 2 - § 1. Um die Zulassung zu erhalten, muss der Erzeuger, der diese beantragt:

1° die im Lastenheft beschriebene, integrierte Produktionsmethode seit mindestens zwei Jahren anwenden;

2° die Verfahren der integrierten Produktion kennen;

3° an einem Weiterbildungslehrgang teilnehmen, der mindestens drei Mal zwei Stunden pro Jahr deckt, von einer Prüfeinrichtung anerkannt wird und im Rahmen der integrierten Produktion organisiert wird.

§ 2. Die Prüfeinrichtung prüft die Kenntnisse und kontrolliert die Teilnahme an den verschiedenen Tätigkeiten. Werden bei der ersten Eintragung des Erzeugers dessen Kenntnisse als unzureichend bewertet, so muss er:

a) entweder vorerst an einem Ausbildungslehrgang über die integrierte Produktion teilnehmen; dieser Lehrgang muss mindestens 20 Stunden während der ersten beiden Kampagnen betragen;

b) oder für die ersten beiden Kampagnen einen persönlichen Beistandsvertrag mit einer im Bereich der integrierten Produktion von Kernobst qualifizierten und über die nötige Erfahrung verfügenden Betreuungseinrichtung abschließen.

Wenn die Kenntnisse danach noch immer als unzureichend bewertet werden, wird jedes Jahr derselbe Beistandsvertrag abgeschlossen oder verlängert, bis dass die von der Prüfeinrichtung geprüften Kenntnisse als zureichend bewertet werden.

BEDINGUNGEN IN ZUSAMMENHANG MIT DER PARZELLE

Art. 3 - § 1. Die Parzelle muss seit mindestens 2 Jahren der integrierten Produktion gewidmet sein (neue Parzelle, oder neue Pflanzung im integrierten Produktionsverfahren).

§ 2. Die Prüfeinrichtung kann auf Anfrage des Erzeugers in den folgenden Fällen und unter Vorbehalt der nachstehenden Bedingungen eine Abweichung von dieser Warteperiode gewähren:

1° bei der Übernahme durch den Landwirt einer bereits zugelassenen Parzelle;

2° bei der Wiederbepflanzung einer bereits zugelassenen Parzelle;

3° bei einer regelmäßigen Erneuerung der Parzellen des Betriebs, insoweit der Erzeuger als Ausgleich für zurückgezogene Parzellen neue Parzellen einführen will auf Ländereien, auf denen noch nie Obstbäume gestanden haben, wobei eine Wiederbepflanzungsrate von höchstens 20% der bereits zugelassenen Fläche einzuhalten ist.

Diese Abweichungen können nur unter folgenden Bedingungen gewährt werden:

a) der gesamte Betrieb des Erzeugers, der die Abweichung beantragt, wendet bereits die integrierte Produktionsmethode an;

b) bei der Bepflanzung von Parzellen, auf denen noch nie Obstbäume gestanden haben, haben eine Prüfung der vorherigen Nutzung der Parzellen, eine Besichtigung dieser Parzellen, und eine während des ersten Jahres der Bepflanzung durchgeführte Suche nach Rückständen auf Blättern stattzufinden. Diese Suche nach Rückständen auf Blättern darf kein relevantes Vorhandensein von Aktivstoffen ergeben, die das integrierte Produktionsverfahren für Kernobst beeinträchtigen könnte. Diese Untersuchung erfolgt völlig zu Lasten des Erzeugers, der die Abweichung beantragt.

§ 3. Innerhalb eines Zeitraums von drei Jahren ab der Berücksichtigung eines ersten Registrierungsantrags müssen alle Kernobstparzellen dem integrierten Produktionsverfahren unterworfen sein, mit Ausnahme der für den biologischen Anbau registrierten Parzellen. Nach diesem dreijährigen Zeitraum muss jede Neupflanzung nach der integrierten oder biologischen Produktionsmethode bewirtschaftet werden.

Die Prüfeinrichtung kann im Rahmen von durch den Minister genehmigten Versuchen, die von oder in Zusammenarbeit mit wissenschaftlichen Einrichtungen oder bekannten Versuchszentren durchgeführt werden, von dieser Anforderung abweichen.

§ 4. Die Parzellen, die der Erzeuger der integrierten Produktion widmet, müssen in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Prüfeinrichtung gekennzeichnet werden.

§ 5. Der Erzeuger, der in außerordentlichen Fällen eine oder mehrere Parzellen von der integrierten Produktionsmethode zurückziehen will, muss die Prüfeinrichtung sofort schriftlich darüber informieren; diese wird die Parzelle(n) vorerst besichtigen und anschließend über den Antrag befinden.

Unter außerordentlichen Fällen versteht man lediglich die folgenden Lagen: eine Plage, die nur anhand eines Pflanzenschutzmittels der orangenen Liste bekämpft werden kann, oder die Konsequenz extremer Witterungsverhältnisse.

SCHUTZ DER UMGEBUNG DES OBSTGARTENS

Art. 4 - § 1. Der Schutz des Umfelds des Obstgartens und der Lebensräume der wilden Tier- und Pflanzenarten stellt eine wesentliche Anforderung und ein wichtiges Ziel der integrierten Produktion dar.

§ 2. Mindestens zwei der nachstehenden ökologischen Maßnahmen zur Förderung der biologischen Vielfalt müssen angewandt werden. Es handelt sich um folgende Maßnahmen:

1° das Anbringen auf geeignete Art von Nistkästen bzw. Sitzstangen für Vögel (Meisen, Raubvögel, usw.), von Kästen für Wildbienen (Mauerbienen, Sand- und Erdbienen) oder von künstlichen Unterkünften für die Winterruhe der Nützlinge (Florfliegen, Marienkäfer, usw.);

2° natürliche Unterkünfte für die Winterruhe der Nützlinge anpflanzen oder erhalten (Hecken, Sträucher, Haine, usw.);

3° eine aus unterschiedlichen Arten bestehende Hecke (Braunellen, Holunder, Efeu, Weide, Faulbaum, usw.) anlegen als Unterkunft für Nützlinge;

4° eine Schicht Wildpflanzen wie Korbblütler und Umbelliferen anpflanzen oder erhalten;

5° eine ökologische Ausgleichsfläche, die mindestens 5% der Gesamtfläche des Betriebs deckt, erhalten. Auf dieser Fläche dürfen weder Düngemittel noch Pestizide ausgebracht werden;

6° die Parzellen, deren Breite 100 m überschreitet, durch jährliche oder dauerhafte, mindestens 1 m breite Hecken trennen oder teilen;

7° rein mechanische Unkrautbekämpfung im Obstgarten;

8° Aussaat von bodendeckenden Pflanzen oder Gründünger auf schwarzen Randzonen.

ANLAGE EINER PARZELLE

Art. 5 - § 1. Im Falle von neuen Obstgärten müssen deren Standort, die Fruchtsorte (Apfelbaum oder Birnbaum), die Varietät, die Unterlage und das Anpflanzungssystem so gewählt werden, dass eine regelmäßige Produktion von Qualitätsfrüchten mit einem minimalen Einsatz von agrochemischen Produkten gewährleistet werden kann. Die Teilung und Größe der Parzellen werden im Einvernehmen mit der Prüfeinrichtung festgelegt.

§ 2. Die zu berücksichtigenden Merkmale für einen günstigen Standort sind:

1° die Exposition: Standorte, die eine höhere Frostgefahr oder sonstige ökologische Nachteile aufweisen, sind zu vermeiden;

2° der Boden: einen wenig tiefen, zu trockenen oder zu feuchten Boden vermeiden.

§ 3. Vor der Bepflanzung wird eine Bodenanalyse durchgeführt; diese umfasst:

1° die Untersuchung der entsprechenden Bodenkarten und die Bestimmung der Merkmale der Parzelle aufgrund der Anleitung. Diese Untersuchung wird nur ein einziges Mal pro Parzelle verlangt;

2° eine Analyse der Bodenkörnung und -textur;

3° eine chemische Analyse:

a) Entnahmetiefe: 0 bis 30 cm für den Boden und 30 bis 60 cm für den Untergrund;

b) Analyse : (CEC), organischer Stoffe, pH, KCl, Ca, P, K, Mg.

§ 4. Der Boden ist auf geeignete Weise vorzubereiten.

§ 5. Die chemische Desinfektion des Bodens ist untersagt. Bei Bodenerschöpfung oder Gefahr der Bodenerschöpfung, wird empfohlen, eine Analyse durchzuführen. Die Ergebnisse werden der Prüfeinrichtung unterbreitet, die entscheiden wird, ob eine Abweichung gewährt werden kann oder nicht.

§ 6. Das Pflanzgut muss gesund, als virusfrei zertifiziert, um mit einem Pflanzenpass versehen sein. Ist ein solches Pflanzgut nicht verfügbar, wählt man das verfügbare Pflanzgut mit der höchsten sanitären Qualität.

§ 7. Um Probleme bei der Wiederpflanzung zu vermeiden, ist es erlaubt, während höchstens einem Jahr auf abgerissenen Parzellen Gründünger zu pflanzen, bevor erneut Apfel- oder Birnbäume gepflanzt werden. Wird eine Parzelle nicht unmittelbar bepflanzt, muss der Erzeuger die Prüfeinrichtung darüber informieren. Anlässlich einer Besichtigung vor Ort prüft diese das effektive Vorhandensein von Gründünger auf der Parzelle.

PFLANZVERFAHREN BEI NEUEN PFLANZUNGEN

Art. 6 - § 1. Die Pflanzabstände müssen zureichend sein, damit der Baum sich während seiner ganzen Lebensdauer gut entwickeln kann, ohne dass wachstumshemmende Substanzen verwendet oder außerordentlich radikale Schnitte durchgeführt werden müssen.

§ 2. Im Falle von Apfelbäumen müssen genug bestäubende Bäume gepflanzt werden. Diese müssen mindestens 10% der gesamten Bäume darstellen wenn sie im Dreieck gepflanzt werden, oder in einem Abstand von weniger als 7 Metern von den zu bestäubenden Bäumen stehen wenn sie in ganzen Reihen gepflanzt werden. Die Pflanzung von bestäubenden Bäumen unter Birnbäumen wird ebenfalls stark empfohlen, wobei ebenfalls eine Dichte von 10% bei einer Dreieckspflanzung einzuhalten ist, oder aber ein Abstand von 8 Metern wenn die bestäubenden Bäume in ganzen Reihen gepflanzt werden.

NAHRUNG DER BAUMBESTÄNDE

Art. 7 - § 1. Eine Analyse des Bodens und der Blätter muss durchgeführt werden, um zu die nötigen Nährstoffe und Dünger zu bestimmen. Die Ergebnisse der Analysen müssen dazu dienen, den Volldüngungsplan festzulegen. Für diesen Plan müssen ebenfalls der Ertrag, die Obstqualität und der physiologische Zustand der Bäume (Mangelerscheinungen, Lebenskraft der Vegetation, Färbung der Blätter, Datum des Blätterfalls) mit berücksichtigt werden.

§ 2. Die Auslegung der Analysen erfolgt aufgrund der Ergebnisse und visueller Prüfungen.

1° Für jede Parzelle muss eine Analyse der Blätter alle 3 Jahre vorgenommen werden. Parzellen mit einer Fläche von weniger als 1 ha können jedoch aufgrund ihrer Nähe gruppiert werden oder einer bereits untersuchten Parzelle gleichgestellt werden.

2° Im Falle von Mangelerscheinungen (Lebenskraft, Färbung der Blätter, Datum des Blätterfalls) muss eine Analyse der Blätter jedes Jahr durchgeführt werden.

In beiden Fällen müssen diese Analysen durch ein von der Prüfeinrichtung anerkanntes Labor durchgeführt werden.

3° Der Erzeuger muss alle drei bis fünf Jahre eine Bodenanalyse jeder Parzelle durchführen lassen, wobei bestimmte Modalitäten eingehalten werden müssen:

a) die Bodenproben müssen durch einen zugelassenen Probenfänger oder ein zugelassenes Labor durchgeführt werden;

b) Periode für die Durchführung der Probeentnahmen : vor dem Wiederaufleben der Vegetation;

c) chemische Bestimmung nach Art. 5, § 3, 3°.

4° Die Prüfeinrichtungen informieren die Erzeuger über die bestehenden Bestimmungen in Sachen Umwelt- und Wasserschutz. Der Erzeuger hat die Empfehlungen bezüglich der Düngung zu beachten, die anlässlich der Analysen gegeben werden, wobei die regionalen Normen und alle einschlägigen gesetzlichen Anforderungen einzuhalten sind. Er hat die Normen und die Werte bezüglich der maximal zugeführten Düngemittel pro Jahr und ha nach folgenden Modalitäten einzuhalten:

Stickstoff (N):

- * Sandiger Boden:
 - Dosis : 200 U
 - Verteilung : mindestens 4 x
 - Empfohlene Perioden : März, Mai, August und September/Oktober

- * Sonstige Böden:
 - Dosis : 120 U
 - Verteilung : mindestens 2 x
 - Empfohlene Perioden : Februar/März, April/Mai und/oder August/ September

- Phosphor (P):
 - Dosis : 130 U
 - Empfohlene Perioden : März bis Mai; nach der Ernte für weniger lösliche Düngemittel (Schlacken, usw.)

- Kali (K):
 - Birnbäume : Dosis 250 U
 - Apfelbäume : = Dosis 200 U
 - empfohlene Periode : sandiger Boden : Februar/März; sonstige Böden : November bis Juni

- Calcium (Ca): - Dosis : 2000 VN (neutralisierender Wert)
 - empfohlene Periode : nach der Ernte, von August/September bis Februar.

5° Alle Originaldaten bezüglich der Entnahme von Proben, der Analyseergebnisse, der zugeführten Düngemittel,..., müssen aufbewahrt bleiben und im Parzellenheft angeführt werden; diese Daten müssen für die Prüfeinrichtung und die zuständigen Beamten zugänglich sein.

UNKRAUTBEKÄMPFUNG

Art. 8 - § 1. Es ist verboten, den Boden ganz unbedeckt zu lassen.

§ 2. Begraste Fahrgassen müssen regelmäßig gemäht werden. Das gemähte Gras muss vor Ort gelassen werden.

§ 3. Die maximal von Unkraut befreite Breite zwischen dem Baumfuß und dem Rand der begrasten Fahrgasse darf 75 cm nicht überschreiten, mit Ausnahme der älteren Bäume, für die der Durchmesser der Baumkrone berücksichtigt wird.

§ 4. Nur die im Lastenheft angeführten Herbizide dürfen verwendet werden.

§ 5. Das Unkrautbekämpfungsprogramm muss auf folgenden Grundlagen beruhen:

1° nach der Ernte und/oder im Frühjahr (bis zum 21. Juni), nur eine Anwendung, um den Großteil des Unkrauts zu vernichten;

2° eine zusätzliche Anwendung mit einem direkt auf die Blätter gesprühten Herbizid gegen wiedergewachsene Stauden und gegen Jahrespflanzen (im Sommer);

3° eine gezielte lokale Anwendung gegen eine oder mehrere Wildkrautarten, die alle anderen Behandlungen widerstanden haben.

Über das ganze Jahr sind also höchstens vier Anwendungen erlaubt.

§ 6. Alle Originaldaten über die Maßnahmen zur Unkrautvernichtung müssen aufbewahrt bleiben, und im Parzellenheft angeführt werden; diese Daten müssen für die Prüfeinrichtung und die zuständigen Beamten zugänglich sein.

VERWALTUNG DER OBSTPRODUKTION

Art. 9 - § 1. Im Falle einer zu reichen Obstproduktion müssen die jungen Früchte kurz nach der Blüte ausgedünnt werden.

§ 2. Eine manuelle Ausdünnung ist vorzuziehen.

§ 3. Nur die in der im Lastenheft angeführten Liste der Produkte erwähnten chemischen Ausdünnungsmittel sind zugelassen.

§ 4. Wenn die Wetterverhältnisse während der Blüte für die Bestäubung und Befruchtung ungünstig sind, können natürliche - jedoch chemisch synthetisierte - Mittel, die den Fruchtansatz stimulieren, besprüht werden.

Nur die Erzeugnisse, die im Lastenheft erwähnt sind, dürfen benutzt werden.

§ 5. Alle Originaldaten über die Ausdünnung und die Bespritzung von Mitteln, die den Fruchtansatz stimulieren, müssen aufbewahrt und im Parzellenheft angeführt werden; müssen für die Prüfeinrichtung und die zuständigen Beamten zugänglich sein.

INTEGRIERTE SCHÄDLINGSBEKÄMPFUNG

Art. 10 - § 1. Eingriffe gegen Schädlinge erfolgen nach Einschätzung der realen Gefahr, die diese Schädlinge darstellen. Diese Gefahr wird für jede Parzelle getrennt eingeschätzt, und zwar durch eine genaue Beobachtung und Überwachung der Bevölkerungszahlen, der Anwesenheit und Aktivität von Nützlingen und der Bezugnahme auf Toleranzschwellen.

§ 2. Wenn sich eine Schädlingsbekämpfung als notwendig erweist, erfolgt diese anhand von:

1° anbautechnischen, natürlichen, biologischen und biotechnologischen Verfahren;

2° Pestiziden, die nach den Kriterien der IOBC gewählt werden.

§ 3. Der Erzeuger hat die Verpflichtung:

1° die Präsenz von Schädlingen und Nützlingen zu kontrollieren, durch Klopfproben, visuelle Kontrollen (Lupe) und Benutzung von Fallen;

2° die Berücksichtigung der Toleranzschwellen und deren Anpassung an die jeweiligen Parzellen, bevor der Einsatz von Bekämpfungsmitteln beschlossen wird. Der Erzeuger hat der Kontrolleinrichtung die Liste der angewandten Toleranzschwellen zu zeigen;

3° Schädlingsbekämpfungsverfahren ohne Einsatz von Pestiziden vorzuziehen (insbesondere anbautechnische Methoden); der Einsatz von Milben wird ebenfalls empfohlen.

Unter anbautechnischen Methoden versteht man diejenigen Verfahren, die darin bestehen, die winterlichen oder sommerlichen Befallsquellen und -herde zu beseitigen:

a) eine zweite Blütezeit bekämpfen;

b) Bekämpfung des Feuerbrands, des Baumkrebses, des Mehltaus durch das Ausschneiden und die Vernichtung befallener Baumpartien;

c) die Zersetzung von fleckigen und auf den Boden gefallen Blättern mit einer Bürste und einem Zerkleiner beschleunigen;

d) die Krebswunden reinigen und mit zu diesem Zweck zugelassenen Insektiziden bzw. Fungiziden bestreichen;

e) Glasflüglerwürme (in den Krebswunden) und Apfelbohrerwürme (in den Ästen, auf dem Baumstamm) beseitigen;

f) das Wachstum von starken Sprossen, die Herde von Schädlingen bilden können, vermeiden.

4° bei Gebrauch von Pestiziden:

a) deren Benutzungsbedingungen einhalten;

b) nur im Lastenheft angeführte Pestizide gebrauchen;

c) diejenigen Pestizide vorziehen, die den Nützlingen nicht schaden (in Apfelbäumen sollten vor allem *Typhlodromus pyri* und *Aphelinus mali* und in Birnbäumen *Anthocoris nemoralis* geschont werden);

d) den Pestiziden der grünen Liste, anschließend der gelben Liste den Vorrang geben.

Für den Apfelschorf, den Apfelmehltau und den Feuerbrand muss der Erzeuger die Wetterbedingungen, die unterschiedliche Empfindlichkeit je nach der Varietät, die phänologischen Stadien, die Entwicklung der Vegetation, die Schärfe der Angriffe während der Saison und die Schäden an der Ernte und während der vorigen Saison mit berücksichtigen.

Was den Apfelschorf angeht, kann die Entwicklung der Infektionsbedingungen anhand von automatisierten Schorfwarntsystemen gewährleistet werden.

Was den Feuerbrand angeht, muss der Erzeuger sich auf die Empfehlung der Warndienste beziehen, die mit den zuständigen Behörden Kontakt aufnehmen werden.

5° im Zweifelsfalle, bei besonderen mit dem Pflanzenschutz verbundenen Problemen und bei der Verwendung eines Pestizids der orangenen Liste muss vorerst die Prüfeinrichtung zu Rate gezogen werden. Die Prüfeinrichtung ist verpflichtet, Anfragen innerhalb zwei Werktagen zu beantworten.

6° die Originaldaten bezüglich jeglicher Maßnahme im Rahmen der integrierten Schädlingsbekämpfung in das Parzellenheft einzufügen und dort aufzubewahren. Diese Daten müssen für die Prüfeinrichtung und die zuständigen Beamten zugänglich sein.

EFFIZIENTES UND RISIKOLOSES SPRITZEN

Art. 11 - § 1. Bei Wind oder Regenwetter, wird empfohlen, nicht zu spritzen.

§ 2. Die Sprüh- und Spritzgeräte sind regelmäßig zu reinigen, zu prüfen und zu kalibrieren. Größe und Form des Spritzstrahls müssen den gezielten Bäumen angepasst werden. Düsen, die ein Tropfenspektrum erzeugen, deren Durchmesser 90 µm im Durchschnitt unterschreitet, sind nicht erlaubt. Am Anfang der Kampagne hat der Erzeuger seine Sprüh- und Spritzgeräte komplett zu überprüfen.

§ 3. Die zu bespritzenden Wasser- und Produktmengen müssen aufgrund des Volumens der Bäume, des benutzten Spritzverfahrens; des Infektionsdrucks, des bekämpften Schädlings und der Anzahl Bäume pro Hektar berechnet werden.

§ 4. Beim Ankauf eines neuen Spritz- oder Sprühgeräts, muss der Erzeuger das sicherste und effizienteste Modell auswählen (d.h. Tangentialstrahler).

ERNTE UND KONSERVIERUNG

Art. 12 - § 1. Die Ernte muss zur optimalen Zeit erfolgen, wobei die verfügbaren Tests und die von Spezialisten vorgeschlagenen Daten berücksichtigt werden müssen.

§ 2. In den Kisten oder Palettenkisten muss die Ernte anhand einer geeigneten, nicht wiederverwendbaren, von der Prüfeinrichtung gelieferten oder genehmigten Karte gekennzeichnet werden.

§ 3. Die Originaldaten über die Prüfvorgänge in den Lagerhallen, in den Kühlanlagen und bezüglich der Verpackungen sowie die Ergebnisse der an den Früchten selbst durchgeführten Prüfvorgänge müssen auf einer Unterlage stehen, die für die Prüfeinrichtung und die zuständigen Beamten zugänglich ist.

BEHANDLUNG NACH DER ERNTE

Art. 13 - § 1. Nach der Ernte durchgeführte Behandlungen mit synthetischen Antioxidanten nicht natürlicher Herkunft zur Vorbeugung der Haut- oder Schalenbräune oder sonstiger Fehler sind untersagt.

§ 2. Um späte Bespritzungen von Fungiziden zur Bekämpfung von Konservierungskrankheiten zu vermeiden, ist eine Fungizidbehandlung nach der Ernte erlaubt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° eine solche Behandlung ist nur auf den Sorten erlaubt, die gegen Fäule bei der Konservierung mehr oder wenig empfindlich sind;

2° nur die Früchte, die ein großes Fäulerisiko aufweisen, die aber auch während eines langen Zeitraums (über den 31. Dezember hinaus) konserviert werden können, können diese nach der Ernte durchgeführte Behandlung erhalten;

3° die bereits vor der Ernte gegen Konservierungsfäule behandelten Früchte dürfen nicht mehr nach der Ernte behandelt werden;

4° im Falle einer Behandlung nach der Ernte, darf die Menge der Rückstände auf dem Obst nicht größer sein als diejenige, die man hätte, wenn die Früchte vor der Ernte behandelt worden wären.

§ 3. Alle Originaldaten bezüglich der Behandlung nach der Ernte müssen aufbewahrt werden, und sich in einer Unterlage befinden, die für die Prüfeinrichtung und die zuständigen Beamten zugänglich sein muss.

HÄUFIGKEIT UND ORGANISATION DER KONTROLLEN

Art. 14 - § 1. Die Kontrollverfahren müssen objektiv, zuverlässig und repräsentativ sein.

1° Die Originalfassungen der Dokumente bezüglich der Kennzeichnung der Parzellen, der Analysen, der im Parzellenheft angeführten Behandlungen sowie die von der Prüfeinrichtung getroffenen Entscheidungen müssen während eines Zeitraums von zehn Jahren auf dem Betrieb verfügbar sein, und von allen betroffenen Parteien unterzeichnet sein.

2° Die Parzellenhefte aller registrierten Betriebe müssen einmal pro Jahr geprüft werden. Alle im Parzellenheft angeführten Daten des Betriebs werden bis ins Detail hinein geprüft und bewertet werden, ohne ggf. den vor Ort stattgefundenen Kontrollen oder Besichtigungen der Betriebe oder deren Anzahl Rechnung zu tragen.

3° Im Falle einer Kontrolle vor Ort werden die Bemerkungen der Prüfeinrichtung in einem Prüfbericht vermerkt. Die als unzureichend befundenen Prüfergebnisse werden vor Ort mit dem Obstbauer besprochen. Nach jeder Kontrolle wird der Prüfbericht vom Kontrolleur der Prüfeinrichtung oder vom zuständigen Beamten und vom Obstbauer oder seinem Vertreter unterschrieben. Durch seine Unterschrift erklärt sich der Obstbauer oder dessen Vertreter mit der durch die Prüfeinrichtung oder den zuständigen Beamten durchgeführten Kontrolle einverstanden.

4° Für einen neuen Erzeuger, eine für den integrierten Anbau neue Parzelle oder neue Pflanzung, ist ein Zeitraum von zwei Jahren nötig, bevor der Erzeuger zugelassen wird, oder die neue Parzelle oder Pflanzung als eine dem integrierten Anbau gewidmete Parzelle bzw. Pflanzung anerkannt wird. Während dieses zweijährigen Zeitraums müssen die betroffenen Betriebe mindestens ein Mal pro Jahr einer intensiven Kontrolle auf der bzw. den Parzellen selbst unterworfen werden.

5° Die Obstbauer, die die Zulassung für ein erstes Jahr erhalten könnten, müssen im Laufe dieses ersten Jahres einer Kontrolle vor Ort ihres Betriebs unterworfen werden.

6° Die Obstbauer, die die Zulassung für ein erstes Jahr erfolgreich erhalten haben, können im nächsten Jahre in eine Kategorie weniger intensiver Prüfungen eingestuft werden.

Innerhalb dieser Kategorie erhält jeder registrierte Betrieb mindestens ein Mal pro Saison den Besuch des von der Prüfeinrichtung beauftragten Kontrolleurs. Jedes Jahr werden mindestens 20% der zugelassenen Parzellen und auf jeden Fall mindestens eine zufällig gewählte Parzelle völlig und sorgfältig kontrolliert, um sicherzugehen, dass die Vorschriften des Lastenhefts einwandfrei beachtet werden.

7° Der Kontrolleur hat die Möglichkeit, zufällig gewählte Pflanzen- oder Bodenproben zu nehmen, um zu prüfen, dass keine unerlaubten Pestizide verwendet worden sind.

8° Ein repräsentativer Teil der Konservierungs- und Verpackungsanlagen muss ebenfalls vom Kontrolleur besichtigt werden, damit er sich vergewissert, dass die Handhabung, Sortierung, Konservierung, Verpackung, Qualitätskontrolle und Kennzeichnung den Anforderungen der integrierten Produktionsmethoden für Kernobst genügen.

IM INTEGRIERTEN ANBAU ZUGELASSENE PESTIZIDE

Art. 15 - § 1. Die Pestizide werden in 3 Listen eingestuft:

- die grüne Liste: diese Produkte dürfen verwendet werden, wenn ihre Anwendung gerechtfertigt ist;
- die gelbe Liste: diese Produkte dürfen nur dann verwendet werden, wenn kein Produkt der grünen Liste für eine gerechtfertigte und effiziente Anwendung zufriedenstellend ist;
- die Orangen Liste: diese Produkte dürfen nur mit der Zustimmung der Prüfeinrichtung verwendet werden, nachdem ihre Notwendigkeit nachgewiesen worden ist.

§ 2. Alle Aktivstoffe, die in den nachstehenden Listen nicht erwähnt sind, dürfen für den integrierten Anbau von Kernobst nicht verwendet werden.

§ 3. Die Anwendungsbedingungen jedes Pestizids (Kultur, Dosis, Frist bis zur Ernte, Vereinbarkeit mit anderen Pestiziden) müssen eingehalten werden. Die Dosen müssen dem Volumen der zu behandelnden Bäume angepasst werden. Zudem muss die Behandlung zum guten Zeitpunkt erfolgen, unter Berücksichtigung der Schwächeperioden der Schädlinge und Nützlinge, der Wetterverhältnisse und des Vorhandenseins von Blumenpflanzen in der Parzelle und der direkten Umgebung.

§ 4. Im Falle des Vorhandenseins von Quarantäneorganismen ist der Erzeuger verpflichtet, die Prüfeinrichtung darüber zu informieren, und zunächst den von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette empfohlenen Maßnahmen Folge zu leisten.

Im integrierten Anbau zugelassene Pestizide

Aktivstoff	Apfelbäume			Birnbäume		
	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
1. Akarizide						
Azocyclotin		X ¹⁷		X		
Clofentezine	X			X		
Endosulfan vor der Blüte		X			X	
Fenbutatinoxid	X		X			
Fenpyroximat		X ¹		X		
Flufenoxuron	X			X		
Hexythiazox	X			X		
Pyridaben		X ¹⁷		X		
Tébufenpyrad		X ¹⁷		X		
2. Insectizides						
	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Amitraz				X		
Bacillus thuringiensis	X			X		
Bifenthrin						X ³
Carbaryl		X			X	
Cyfluthrin						X ³
Deltaméthrin						X ³
Diazinon		X			X	
Diflubenzuron	X			X		
Endosulfan vor der Blüte		X			X	
Fénoxycarbe		X			X	
Flufenoxuron	X			X		
Mineralöle		X			X	
Imidacloprid		X				
Indoxacarb	X				X	
Lambdacyhalothrin						X ³
Phosalon		X			X	
Pirimicarb	X			X		
Tebufenozid	X			X		
Vamidotion		X ²				
Virus der Granulose	X			X		

3. Fungizides	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Bitertanol	X			X		
Kaptan	X			X		
Carbendazim		X ⁹			X ⁹	
Kupfer		X ⁶			X ⁶	
Cyprodinil	X					
Diethofencarb		X ⁸			X ⁸	
Difenoconazol	X			X		
Dithianon	X			X		
Dodine	X			X		
Imazalil		X ⁷			X ⁷	
Kresoxim-methyl	X			X		
Mancozeb				X		
Maneb				X		
Metiram		X ⁵		X		
Myclobutanil	X					X
Nuarimol	X					
Penconazol	X					
Propineb				X		
Pyrimethanil	X			X		
Schwefel		X ⁴			X ⁴	
Thiophanate Methyl		X ⁹			X ⁹	
Thiram		X ⁵		X		
Tolyfluanid		X ⁴		X		
Triadimenol	X					
Trifloxystrobin	X			X		
Vinclozolin		X				
4 Herbizide	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Amitrol		X ¹²			X ¹²	
Chlortoluron		X ¹⁰			X ¹⁰	
Dichlobenil		X ¹¹			X ¹¹	
Dichloorprop-p	X			X		
Diquat		X ¹³			X ¹³	
Fluazifop-P-Butyl	X			X		
Glufosinate-amonium	X			X		
Glyphosat	X			X		
Glyphosate-trimesium	X			X		
Linuron		X ¹⁰			X ¹⁰	
MCPA	X			X		
Mecoprop-p	X			X		
Metazachlore		X ¹⁰			X ¹⁰	
Paraquat		X ¹⁴			X ¹⁴	
5 Sonstige	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Naphtalinessigsäure	X			X		
Carbaryl		X				
Bodendesinfizierungsmitel			X ¹⁶			
GA 3				X		
GA 4+7	X			X		
GA 4+7 + benzyladenine	X			X		

Feuchtmittel	X ¹⁵			X ¹⁵	
Prohexadione - Ca		X			X
Rodenticide	X ¹⁵			X ¹⁵	
Abwehrmittel	X ¹⁵			X ¹⁵	
2-(1-Naphtyl) acetamid	X				

- Einschränkungen bei der Benutzung von Pflanzenschutzmitteln der gelben oder orangenen Liste

Akarizide

1 Fenpyroximat Gegen die rote Spinne (Spinnmilbe) unter Anwendung der im integrierten Anbau zugelassenen Dosis.

17 Sonstige Akarizide nur vor der Niederlassung von Raubmilben (Typhlodrom) auf den betroffenen Parzellen und dies ab der Öffnung von 50% der Wintereier der roten Spinne bis höchstens 4 Wochen vor der Niederlassung der Raubmilben, unter Einhaltung der Fristen vor der Ernte.

Insektizide

2 Vamidothion Nur wenn normale Bekämpfungsmethoden nicht zureichen.

3 Synthetische Pyrethrinoiden Bei starkem Befall des Birnenblattsäugers bei der ersten Eiablage am Anfang des Frühlings anwenden. Es handelt sich um einen starken Beifall, wenn bei 100 Klopfprouben mindestens 200 Birnenblattsäuger festgestellt werden. Diese Zählungen müssen im Parzellenheft vermerkt werden.

Fungizide

4 Schwefel, Tolylfuanid Haben eine hemmende Wirkung auf Raubmilben. Schwefel hat eine hemmende Wirkung auf Raubwanzen.

Die Anzahl der Behandlungen je nach den Populationen begrenzen.

5 Metiram, Thiram Höchstens 4 nicht aufeinanderfolgende Behandlungen pro Jahr.

6 Kupfer Höchstens 3 Behandlungen pro Jahr. Im Frühling eine Behandlung wenn Konidien des Apfelschorfs vorhanden sind. Im Herbst gegen den Baumkrebs.

7 Imazalil Nach der Ernte mit Zustimmung der Prüfeinrichtung wenn die Anforderungen des Lastenhefts beachtet werden

8 Diethofencarb eine Behandlung gegen Obstfäule, wenn diese den BCM widersteht.

9 Carbendazim, Gegen die Fäule der Apfelfliege und die Obstfäule, und

Thiophanat-Methyl gegen Baumkrebs.
Gegen Baumkrebs höchstens 2 Behandlungen pro Saison.

Herbizide

10 Chlortoluron, Die benutzte Gesamtmenge darf die zugelassene Dosis nicht überschreiten. Nach dem 21. Juni unterlassen

Linuron,

Metazachlore

11 Dichlobenil Als Sommerbehandlung im System mit mehrfachen Streifen; Dosis : 20 kg/ha des Produkts in Handelsform.

lokalisierte Behandlung gegen Stauden.

12 Amitrol Behandlung nach der Ernte.

13 Diquat Vernichtung der Sprossen an Unterlagen.

14 Paraquat Im Anpflanzungsjahr erlaubt sowie nur im Herbst des darauffolgenden Jahres.

Sonstige

15 Zugelassene Rodentizide, Abwehrmittel und Feuchtmittel dürfen verwendet werden.

16 Zugelassene Bodendesinfizierungsmittel dürfen nur nach einem günstigen Gutachten der Prüfeinrichtung und auf der Grundlage der Analyseergebnisse benutzt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. April 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

ANLAGE 2

PARZELLENHEFT

a) Fristen

Das Parzellenheft muss zwingend am Tag der Behandlung, nachdem diese stattgefunden hat, ausgefüllt werden. Während hochintensiver Arbeitsperioden kann der Betrieb jedoch ausnahmsweise das Parzellenheft am darauf folgenden Sonntag ausfüllen, unter der Bedingung, dass die Daten bezüglich der vorgenommenen Behandlung sich an einem sichtbaren Ort befinden. Die sonstigen erforderlichen Informationen können innerhalb eines Zeitraums von 7 Tagen ausgefüllt werden.

b) Aufbewahrung

Das Parzellenheft muss vom Erzeuger während 10 Jahren aufbewahrt bleiben und während dieses Zeitraums für die Prüfeinrichtung und die zuständigen Beamten zugänglich sein.

Jeder Seite des Parzellenhefts folgt eine Pause oder Abschrift, die jedes Jahr der Prüfeinrichtung übermittelt wird.

c) Inhalt

Das Parzellenheft muss eine Originalunterlage sein, die alle Parzellen des Betriebs betrifft, die Gegenstand der Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst sind, und folgende Rubriken beinhalten:

- 1) Identifizierung des Erzeugers
- 2) Verzeichnis der bereits angelegten Parzellen mit Apfel- und Birnbäumen
- 3) Anlegen einer neuen Parzelle
- 4) Datum des Knospenaufbruchs und der Blüte
- 5) Nahrungszufuhr
- 6) Benutzte Insektizide - Akarizide
- 7) Benutzte Fungizide und Bakterizide
- 8) Durchgeführte Unkrautbekämpfung
- 9) Chemische oder manuelle Wachstumsregler
- 10) Verzeichnis der Fallen
- 11) Beobachtungen (Nützlinge und Schädlinge)
- 12) Erntetabelle
- 13) Tabelle für die Sortierung, Verpackung und den Verkauf
- 14) Programm der durchzuführenden Beobachtungen in den Apfelbaumbeständen
- 15) Programm der durchzuführenden Beobachtungen in den Birnbaumbeständen

IDENTIFIZIERUNG DES ERZEUGERS

- Von der Obstversteigerungsstelle erteilte Erzeugernummer oder in Übereinstimmung mit Art. 4 des Königlichen Erlasses vom 11. Dezember 1992 über den Handel mit frischem Gemüse und Obst erteilte Eintragungsnummer:

- Name (in Großbuchstaben), Vorname :
- Anschrift:
- Name, Vorname der verantwortlichen Person (im Falle einer Firma) + Anschrift:
- Telefonnummer: Faxnummer:

- Einen Plan des Obstgartens im Maßstab 1/10 000 beifügen, mit der Nummer aller Kernobstparzellen; diese Parzellen genau abgrenzen.

Der Unterzeichnete erklärt, den Erlass der Wallonischen Regierung und das Lastenheft über die integrierte Produktion zur Kenntnis genommen zu haben, und sich daran zu halten. Er erklärt, dass die im vorliegenden Parzellenheft angeführten Angaben richtig sind, und erlaubt der Prüfeinrichtung und den zuständigen Beamten den Zugang zu diesen Daten.

....., den.....

Unterschrift,

Sichtvermerk des Kontrolleurs: Name:
Datum:
Unterschrift,

VERZEICHNIS DER BEREITS ANGELEGTEN APFEL- UND BIRNBAUMPARZELLEN

Nummer der Parzelle (+ übliche Bezeichnung)				
Varietäten				
Unterlage				
Bestäuber und %				
Fläche				
Anpflanzungsjahr				
Anzahl Bäume				
Pflanzungsabstände				
Anzahl Reihen				
Umgebung der Parzelle				
Angewandte ökologische Maßnahmen :				
Letzte Bodenanalyse Datum				
Letzte Blattanalyse Datum				
Jahr der Einführung der Raubmilbe (Typhlodrom) für Apfelbäume oder Anfang der integrierten Schädlingsbekämpfung bei Birnbäumen				

Nr. Parzelle	Datum	Handels- bezeichnung	Aktivstoff und %	Anzahl He/ha**	Rechtfertigung und Bemerkun- gen

* = einschließlich der Konservierungsbehandlungen

** He = Handelserzeugnis

Die Spalte "Aktivstoff und %" braucht nicht ausgefüllt zu werden, wenn (und nur wenn) keine Verwirrung zwischen unterschiedlichen Gehalten an Aktivstoffen für eine selbe Handelsbezeichnung möglich ist.

UNKRAUTBEKÄMPFUNG

Folgendes angeben:

- bei chemischer Unkrautbekämpfung (pro gesamtes bepflanztes ha und nicht pro in Wirklichkeit reell gegen Unkraut behandeltes ha):

Nr. Parzelle	Datum	Handels- bezeichnung	Aktivstoff und %	Anzahl He/ha*	Rechtfertigung und Bemerkun- gen

- bei nicht chemischer Unkrautbekämpfung :

Nr. Parzelle	Datum	Gerät oder Verfahren	Rechtfertigung, Bedingungen und Bemerkungen

* He = Handelserzeugnis

Die Spalte "Aktivstoff und %" braucht nicht ausgefüllt zu werden, wenn (und nur wenn) keine Verwirrung zwischen unterschiedlichen Gehalten an Aktivstoffen für eine selbe Handelsbezeichnung möglich ist.

CHEMISCHE ODER MANUELLE WACHSTUMSREGLER

Nr. Parzelle	Datum	Handels- bezeichnung	Aktivstoffe* und %	Menge He/ha	Rechtfertigung, Bedingun- gen, Sta- dium** und Bemerkun- gen

Nr. Parzelle	Datum	Handelsbezeichnung	Aktivstoffe* und %	Menge He/ha	Rechtfertigung, Bedingungen, Stadium** und Bemerkungen

* die manuellen Verfahren zur Wachstumsregelung, wie z.B. manuelle Ausdünnung, Sommerschnitt, Wurzelschnitt, ..., sind unter der Spalte "Aktivstoff" anzugeben

** unter Stadium versteht man für die chemische Ausdünnung den Durchmesser der Früchte oder die Anzahl Tage nach der vollen Blüte.

Die Spalte "Aktivstoff und %" braucht nicht ausgefüllt zu werden, wenn (und nur wenn) keine Verwirrung zwischen unterschiedlichen Gehalten an Aktivstoffen für eine selbe Handelsbezeichnung möglich ist.

VERZEICHNIS DER FALLEN

NAME								
Datum*								

* Die Zeitpunkte, an denen die Fallen angebracht bzw. erneuert wurden, angeben, wobei sie umrandet werden; die Zeitpunkte der Beobachtungen angeben, wobei diese nicht umrandet werden.

Nr. Parzelle (1)	Varietät (1)	Pflückgang (2)	Pflückdatum	Gesamtgewicht und Anzahl Palettenkis- ten (3)	Kühlanlage (4)	Vorgesehene Verkaufszeit (5)

- (1) jeweils nur 1
- (2) z.B.: 1. Pflückgang, 2. Pflückgang, 3. Pflückgang
- (3) je Varietät, je Parzelle, je Periode und je Kühlzelle
- (4) Nr. der Kühlzelle + Art und Standort der Kühlanlage
- (5) vorgesehener Zeitraum + Art des Verkaufs (Versteigerungsstelle, Kleinhandel, Großhandel)



SORTIERUNG - VERPACKUNG - VERKAUF

Nr. Parzelle	Anz. Paletten- kisten & Vari- etät	Datum der Sortierung	Verpackung *			Bestim- mung	Datum Lieferung
			Typ	Gewicht	Anzahl		

* Die 3 Sparten "Verpackung" müssen nicht ausgefüllt werden, wenn die Lieferscheine der Obstversteigerungshalle oder die sonstigen Belege aufbewahrt bleiben.

BEOBACHTUNGEN - APFELBAUMBESTÄNDE

SCHÄDLINGE	April	Mai	Juni	Juli	August	ERNTE
GRÜNE APFELGRASLAUS (% Blüten)	■	■				
MEHLIGE BLATTLAUS (% Bäume)		■	■	■		
MEHLIGE BLATTLAUS (% Früchte)						■
WOLLIGE APFELBLUTLAUS (% Bäume)		■	■	■	■	
KOMMASCHILDLAUS (% (Früchte)						■
FROSTSPANNER (% Fruchttrauben)	■	■				
APFELBAUMEULEN (% Fruchttrauben)		■	■			
FROSTSPANNER - APFELBAUMEULEN (% Früchte)						■
FRUCHTSCHALENWICKLER (% Sprossen)				■	■	
FRUCHTSCHALENWICKLER (% Früchte)						■
SONSTIGE WICKLER (% Sprossen)	■	■	■			
SONSTIGE WICKLER (% Früchte)						■
APFELWICKLER (% Früchte)						■

BEOBACHTUNGEN - BIRNBAUMBESTÄNDE

SCHÄDLINGE	April	Mai	Juni	Juli	August	ERNTE
GRÜNE GRASLAUS (% Blüten)	■	■				
MEHLIGE BLATTLAUS (% Bäume)		■	■			
KOMMASCHILDLAUS (% (Früchte)						■
FROSTSPANNER (% Fruchtrauben)	■	■				
BIRNBAUMEULEN (% Fruchtrauben)		■	■			
FROSTSPANNER - BIRNBAUMEULEN (% Früchte)						■
FRUCHTSCHALENWICKLER (% Sprossen)				■	■	
FRUCHTSCHALENWICKLER (% Früchte)						■
SONSTIGE WICKLER (% Sprossen)	■	■	■			
SONSTIGE WICKLER (% Früchte)						■
BIRNBAUMWICKLER (% Früchte)						■
WANZEN (% Bäume)		■	■			■
WANZEN (% Früchte)						■

RAUBWANZE (% Eier + Larven)							
BLATTSaugER (% Eier + Larven)							
BIRNKNOSPENSTECHER (% Bäume)							
GALLMÜCKE DER JUNGBIRNEN (% Jungfrüchte)							
BLÄTTERGALLMÜCKE (% Sprossen)							
BLATTGALLMILBE (% Bäume)							
BLATTGALLMILBE (% Früchte)							

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. April 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3997

[2004/202945]

29 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 januari 1996 tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit en van de producenten die volgens deze methode telen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 maart 1996 houdende vaststelling van het lastenboek en het veldboek betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 maart 1997, 19 juni 1998, 4 mei 1999, 22 november 2000 en 20 december 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 maart 1996 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden tot erkenning van controleorganen inzake de geïntegreerde productie van pitfruit en van de voor 1996 uiterste datum van indiening van een aanvraag door de producent;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 december 1992 betreffende de handel in verse groenten en fruit;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 16 maart 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 18 december 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies 36.376/4 van de Raad van State gegeven op 24 februari 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "Minister" : de Minister van Landbouw;
2. "Bestuur" : het Directoraat-Generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest
3. Dienst : de Directie Productenkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;
4. "Pitfruit" : vruchten van appel- of perenbomen bestemd voor menselijke consumptie;
5. "Producten" : pitfruit voortgebracht volgens de geïntegreerde productiemethode en door een erkend producent;
6. "Producent" : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke of rechtspersonen die respectievelijk alleen of gezamenlijk een fruitteeltbedrijf uitbaten, waarvan de zetel in het Waalse Gewest gelegen is;
7. "Bedrijf" : het geheel van de in België door de producent uitgebate pitfruitproductie-eenheden.

Art. 2. § 1. Het in bijlage 1 bedoelde lastenboek beschrijft de eisen waaraan de methode, de producten en de producenten moeten voldoen met het oog op de erkenning als geïntegreerde productiemethode voor pitfruit en van de producenten die volgens deze methode telen.

Het in bijlage 2 bedoelde veldboek is een document dat door de producent ingevuld moet worden en dat de nodige jaarlijkse gegevens omvat, die op het bedrijf verzameld zijn en die bestemd zijn om de naleving van het lastenboek te controleren.

De Minister kan alleen in buitengewone gevallen afwijkingen van de eisen van het lastenboek toekennen.

In buitengewone gevallen kan de Dienst op gunstig advies van het in § 2 bedoelde technisch comité en na samenspraak met de bevoegde dienst van het Vlaamse Gewest afwijkingen van de in artikel 15 van het lastenboek bedoelde voorschriften toekennen.

§ 2. Er wordt een technisch comité opgericht met de bedoeling technische problemen te onderzoeken en voorstellen te formuleren voor wijzigingen die in het lastenboek en het veldboek moeten worden aangemaakt, rekening houdende met de evolutie van de geïntegreerde productietechnieken, alsook met de erkenning van bestrijdingsmiddelen.

Het technisch comité bestaat uit :

- 1^o twee vertegenwoordigers van de Dienst die het voorzitterschap en het secretariaat waarnemen;
- 2^o een vertegenwoordiger van de Directie Ontwikkeling en Vulgarisatie van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3^o twee vertegenwoordigers aangewezen door de "A.S.B.L. Profruit";
- 4^o een vertegenwoordiger van het "Fédération wallonne horticole" (het Waalse tuinbouwverband);
- 5^o een vertegenwoordiger van de Belgische Fruittelers Organisatie;
- 6^o een vertegenwoordiger van elk erkend controleorgaan.

Een vertegenwoordiger van de Federale Openbare Dienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, gespecialiseerd in de erkenning van pesticiden, neemt deel aan het technisch comité als waarnemer.

Het technisch comité kan een beroep doen op deskundigen.

§ 3. Op advies van het technisch comité kan de Minister het lastenboek en het veldboek, respectievelijk bijlage 1 en bijlage 2 van dit besluit, wijzigen.

Art. 3. § 1. De Minister kan particuliere instanties erkennen als controleorgaan om de producenten te erkennen, de controle uit te voeren over de nakoming van het lastenboek en om de producten voor echt te verklaren.

§ 2. Om erkend te worden door de Minister moeten de controleorganen aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1^o aan de hand van hun activiteiten bewijzen dat zij een nuttige ervaring of een voldoende bekwaamheid hebben met betrekking tot de controle op het landbouw- en tuinbouwgebied;
- 2^o beschikken over de aangepaste installaties en uitrustingen met het oog op de uitvoering van alle nuttige activiteiten in verband met de nodige controles;
- 3^o in België over een kantoor beschikken waar de controles van de producenten worden georganiseerd en waar het volledige register van de uitgevoerde controles en echtverklaringen beschikbaar is;
- 4^o over een voor de controles gekwalificeerd personeel beschikken;
- 5^o een fysisch persoon aanduiden, verantwoordelijk voor de controles en echtverklaringen;
- 6^o voldoende garanties inzake onafhankelijkheid, onpartijdigheid en integriteit bezitten, vrij zijn van elke commerciële, financiële of andere druk die het oordeel zou kunnen beïnvloeden en procedures gebruiken om zekerheid te verschaffen dat personen en organisaties buiten het controleorgaan, de resultaten van uitgevoerde inspecties niet kunnen beïnvloeden.

7^o Het controleorgaan en het personeel dat voor het uitvoeren van inspecties verantwoordelijk is, mogen niet de ontwerper, fabrikant, leverancier, installateur of gebruiker zijn van het object dat zij inspecteren, noch de gevolmachtigd vertegenwoordiger van een of meer van deze partijen;

8^o geaccrediteerd zijn volgens de EN 45011-norm overeenkomstig de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria of door een gelijkwaardige accreditatieinstelling opgericht binnen de Europese economische ruimte.

Het in het eerste lid, 4^o, bedoelde personeel moet ten minste een diploma van hogere studies in landbouw of tuinbouw bezitten, alsook een grondige en praktische kennis van de technieken van geïntegreerde productie van pitfruit.

Die kennis zal, bij middel van een examen georganiseerd door de Dienst, in aanwezigheid van ten minste twee ingenieurs van het Ministerie, gespecialiseerd in de fruitteelt, vastgesteld worden.

Dit personeel bezit een contract dat voor minstens twaalf maanden werkzekerheid biedt en zijn bezoldiging moet niet rechtstreeks afhangen van het aantal uitgevoerde inspecties, noch op eniger wijze van de resultaten ervan.

§ 3. Het kandidaat-controleorgaan richt zijn erkenningsaanvraag aan het Bestuur.

De erkenningsaanvraag omvat :

- 1° de naam en de maatschappelijke zetel van het controleorgaan alsmede zijn rechtsvorm, een afschrift van de statuten en de lijst van de bestuurders;
- 2° alle inlichtingen betreffende de nuttige ervaring en de referenties bedoeld in § 2, eerste lid, 1°;
- 3° alle inlichtingen betreffende de installaties en uitrustingen bedoeld in § 2, eerste lid, 2°;
- 4° het adres van het kantoor bedoeld in § 2, eerste lid, 3°;
- 5° de identiteit van het personeel belast met de inspecties, alsmede zijn vorming, een fotokopie van het diploma en van het attest van genoten vormingen en van het arbeidscontract;
- 6° de identificatie van de natuurlijke persoon verantwoordelijk voor de controles en echtverklaringen.

§ 4. Om zijn erkenning te bewaren moet het controleorgaan :

- 1° de lijst bijhouden van de geregistreerde en erkende producenten alsmede van de voor het eerste jaar te erkennen producenten en deze lijst vóór 1 maart aan de Dienst bezorgen;
- 2° op gewoon verzoek van de Dienst een register van de uitgevoerde controles bijhouden en hem bezorgen, waarin worden opgenomen :

a) de aard, de datum en het resultaat van de controle,

b) alle inlichtingen over de inachtneming van de productievoorwaarden opgenomen in het lastenboek en het veldboek,

c) de naam en de paraaf van de controleur;

3° onmiddellijk elke wijziging van de in § 3 bedoelde informatie en met name van de identiteit en de kwalificatie van zijn personeel belast met de uitvoering van de inspecties bij de producenten of van de identiteit van de natuurlijke persoon verantwoordelijk voor de controles aan de Dienst meedelen;

4° ervoor zorgen dat een producent die de bepalingen van dit besluit naleeft en zijn bijdrage in de controlekosten betaalt, zeker is van toegang tot het controlestelsel

De in het eerste lid, 1°, bedoelde lijst moet de volgende minimale identificatiegegevens van elke producent bevatten :

1° het producentennummer toegekend door de veiling of het registratienummer toegekend door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

2° de naam in hoofdletters en de voornaam van de producent of de verantwoordelijke indien het om een vennootschap gaat, zijn adres en eventueel telefoon- en faxnummer;

Indien de in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde gegevens geïnformatiseerd zijn, moeten procedures uitgewerkt worden om de integriteit van de gegevens te beschermen en de bewaring ervan te verzekeren.

§ 5. De erkende controleorganen worden gecontroleerd door de Dienst. Deze kan elke nuttige inlichting zowel aan het controleorgaan als aan de producent vragen.

§ 6. Wanneer een controleorgaan zijn verplichtingen niet vervult, kan de Minister op basis van een met redenen omklede beslissing, zijn erkenning geheel of gedeeltelijk, tijdelijk of definitief, intrekken zonder dat het controleorgaan uit dien hoofde enige schadevergoeding ten laste van het Waalse Gewest kan eisen. Het controleorgaan wordt eerst door de Directeur-generaal van het Bestuur gehoord en kan een memorie voorleggen om zich te verdedigen. De hoorzitting maakt het voorwerp uit van notulen.

De notulen, de eventuele memorie, en elk ander element dat van dien aard is dat het de intrekking van de erkenning rechtvaardigt, worden dan voorgelegd aan de Minister.

§ 7. De erkenning en de intrekking ervan worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 4. § 1. Enkel op de verpakkingen van producten voortgebracht volgens de geïntegreerde productiemethode mag de aanduiding "Pitfruit van geïntegreerde productie" voorkomen.

Ingeval deze aanduiding is aangebracht, moeten, onverminderd de aanduidingen voorgeschreven door de gemeenschappelijke kwaliteitsnormen, vastgesteld op basis van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad, tevens volgende gegevens vermeld zijn :

1° het overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 december 1992 betreffende de handel in verse groenten en fruit aan de erkende producent toegekende registratienummer;

2° de naam van het erkende controleorgaan waarbij de producent erkend is, gevolgd door de vermelding "Erkend door het Ministerie van het Waalse Gewest".

Bovenvermelde aanduidingen moeten samen met de aanduidingen voorgeschreven door de gemeenschappelijke kwaliteitsnormen, in duidelijk leesbare en onuitwisbare letters aangebracht worden op één van de zijanten van de verpakking, door directe opdruk of door middel van een stevig aan de verpakking bevestigd etiket.

§ 2. Ingeval producten voorzien van de aanduiding "Pitfruit van geïntegreerde productie" herverpakt worden, mag deze aanduiding op de nieuwe verpakking aangebracht worden mits :

1° alle gegevens voorgeschreven in § 1 van dit artikel aangebracht worden evenals het registratienummer van de herverpakker;

2° de herverpakker een administratie bijhoudt van de in- en uitgaande loten die toelaat de herkomst van de onder deze benaming verhandelde producten na te gaan.

De Minister kan afwijkingen van de bepalingen voorzien in deze paragraaf toekennen en de voorwaarden bepalen waaronder dit kan gebeuren.

§ 3. Wanneer in het kleinhandel de producten niet meer in hun verpakking aangeboden worden, mag de vermelding "Pitfruit van geïntegreerde productie" enkel op een opschrift aangeduid worden indien de verpakking van de uitgestalde producten al de in § 1 en § 2 voorgeschreven aanduidingen droeg.

Art. 5. § 1. Om erkend te worden moet de producent die volgens de geïntegreerde productiemethode teelt :

1° zich daartoe jaarlijks bij een controleorgaan voorafgaandelijk laten registreren;

2° zich aan de controle van dit organisme onderwerpen om na te gaan of de door hem toegepaste productiemethode beantwoordt aan de eisen vastgelegd in het lastenboek;

3° er zich toe te verbinden zijn ganse bedrijf in een overgangperiode van drie jaar volgens de geïntegreerde productiemethode uit te baten.

In uitzonderlijke gevallen en na akkoord van het controleorgaan en dit volgens de procedure beschreven in het lastenboek, kan de producent zich verplicht zien één of meerdere percelen te onttrekken aan de geïntegreerde productiemethode en de oogst hiervan te isoleren.

§ 2. Het controleorgaan registreert de producenten die de geïntegreerde productiemethode wensen toe te passen. Het controleert of de productiemethode beschreven in het lastenboek juist toegepast wordt. Bij correcte toepassing wordt de erkenning afgeleverd voor de productie van één jaar en worden de betrokken fruiten voor echt verklaard.

Enkel de producenten die in het bezit zijn van die erkenning mogen de titel "Producent die volgens de geïntegreerde productiemethode teelt" dragen en hun producten "Pitfruit van geïntegreerde productie" noemen.

Art. 6. § 1. Het controleorgaan kan de registratie of de erkenning van een producent weigeren of intrekken gedurende een bepaalde periode.

Het controleorgaan stelt er de producent per aangetekende brief in kennis van en zendt een afschrift van het dossier aan de Dienst.

De producent kan niet meer verwijzen naar de geïntegreerde productiemethode noch met de titel van producent die volgens de geïntegreerde productiemethode teelt noch in de aanduidingen op de verpakkingen van de producten.

De producent ondergaat de gevolgen van deze weigering of tijdelijke intrekking zonder recht op een vergoeding.

De producent mag zijn eventuele verweermiddelen bij aangetekend schrijven indienen bij de Dienst binnen een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van het aangetekend schrijven van het controleorgaan.

§ 2. Om de verweermiddelen van de producent te onderzoeken, kan de Dienst deze bij aangetekende brief oproepen opdat hij bijkomende inlichtingen zou kunnen verstrekken of bijkomende bewijsstukken overhandigen.

In dat geval wordt ter plaatse een bondig verslag van het onderhoud opgemaakt en ondertekend door de bevoegde ambtenaar die het voor medeondertekening voorlegt aan de producent.

Andere personen kunnen eveneens uitgenodigd worden om bij het onderhoud aanwezig te zijn of om nadien te worden gehoord. Het eventuele latere verhoor moet plaatshebben in het bijzijn van de producent of op zijn minst nadat deze behoorlijk werd opgeroepen.

§ 3. Na het einde van voornoemde procedure neemt de Dienst een beslissing binnen drie maanden na ontvangst van de verweermiddelen van de producent. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorziene termijn wordt het beroep van de producent geacht te zijn ingewilligd.

In geval van een negatieve beslissing wordt de registratie of de erkenning ingetrokken of geweigerd. Het is hem bijgevolg verboden om te verwijzen naar de geïntegreerde productiemethode noch met de titel van producent die volgens de geïntegreerde productiemethode teelt noch in de aanduidingen op de verpakking van de producten. Pas voor het productieseizoen volgend op de datum van de weigering kan de producent opnieuw erkend worden indien uit een nieuwe controle blijkt dat hij het lastenboek respecteert.

§ 4. Indien, in geval van beroep, expertisecosten worden gemaakt en de beslissing van het controleorgaan wordt bevestigd, draagt de producent de kosten ervan. De bevoegde ambtenaar verzoekt de producent bij aangetekende brief deze kosten te betalen binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van deze brief.

In het tegenovergestelde geval vallen de expertisecosten ten laste van het controleorgaan.

Naargelang het geval moet de producent of het controleorgaan een bewijs van betaling bij aangetekende brief sturen naar het Bestuur binnen een termijn van vijftien dagen na de betaling.

Art. 7. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De bepalingen van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 8 van hierboven vermelde wet zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dat besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, als hij verhinderd is, de ambtenaar die hem vervangt.

Art. 8. De volgende besluiten worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 22 januari 1996 tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit en van de producenten die volgens deze methode telen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 2001;

2° het ministerieel besluit van 1 maart 1996 houdende vaststelling van het lastenboek en het veldboek betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 maart 1997, 19 juni 1998, 4 mei 1999, 22 november 2000 en 20 december 2001;

3° het ministerieel besluit van 25 maart 1996 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden tot erkenning van controleorganismen inzake de geïntegreerde productie van pitfruit en van de voor 1996 uiterste datum van indiening van een aanvraag door de producent.

Art. 9. De erkenning van de controleorganen die erkend worden door de federale Minister van Landbouw overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 januari 1996 tot erkenning van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit en van de producenten die volgens deze methode telen, wordt verlengd zonder de noodzaak om een nieuwe erkenningsaanvraag in te dienen. Om hun erkenning te bewaren moeten de controleorganen de in dit besluit bepaalde voorwaarden vervullen.

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

BIJLAGE 1

LASTENBOEK TOT VASTSTELLING VAN DE MINIMUMVEREISTEN BETREFFENDE DE GEÏNTEGREERDE PRODUCTIE VAN PITFRUIT

"De geïntegreerde fruitproductie is een economisch verantwoorde productie van kwaliteitsfruit waarbij de voorkeur wordt gegeven aan teeltmethoden die milieuvriendelijker zijn met een minimaal middelengebruik waarbij de ongunstige neveneffecten beperkt worden met het oog op de bescherming van het milieu en de gezondheid van de mens." (Definitie gegeven door de Internationale Organisatie voor Biologische en Geïntegreerde Bestrijding)

REGISTRATIE EN ERKENNING

Artikel 1. Om geregistreerd en erkend te kunnen worden moet de producent :

1° jaarlijks, vóór 15 april zijn aanvraag tot hernieuwing van registratie en/of erkenning melden bij het controleorgaan, waarbij de poststempel als bewijs geldt. Een verzending per telefax is eveneens geldig op voorwaarde dat de producent er het bewijs van bijhoudt.

Een producent die voor het eerst zijn aanvraag voor registratie indient moet deze vóór 1 maart per aangetekende brief aan het controleorgaan richten. Een producent die voordien aan controle werd onderworpen en die niet meer wenst gecontroleerd te worden voor het lopende jaar moet hiervan het controleorgaan vóór 1 februari per aangetekend schrijven verwittigen;

2° het officiële veldboek, waarvan model als bijlage, invullen;

3° gunstig beoordeeld zijn door het controleorgaan. Ingeval een producent van controleorgaan verandert, heeft het nieuwe door hem gekozen controleorgaan het recht om van het vorige alle gegevens over deze producent op te eisen.

KWALIFICATIE VAN DE PRODUCENT

Art. 2. § 1. De producent die de erkenning aanvraagt, moet om deze te verkrijgen :

1° sedert ten minste twee jaar de geïntegreerde productiemethode toepassen zoals beschreven in het lastenboek;

2° kennis hebben van de geïntegreerde productietechnieken;

3° deelnemen aan een doorlopende vorming van ten minste driemaal twee uren per jaar, erkend door een controleorgaan en georganiseerd in het kader van de geïntegreerde productie.

§ 2 Het controleorgaan gaat de kennis en de deelneming aan de verschillende activiteiten na. Indien de kennis bij de eerste inschrijving onvoldoende geacht wordt, zal de producent :

a) hetzij binnen de eerste twee seizoenen een vormingscursus van ten minste 20 uren volgen over de geïntegreerde productie;

b) hetzij voor de eerste twee seizoenen een contract voor individuele bedrijfsbegeleiding afsluiten met een omkaderingsorgaan met ervaring inzake de geïntegreerde productie van pitfruit.

Indien de kennis nadien nog onvoldoende geacht wordt, moet naargelang het geval dergelijk begeleidingscontract voor telkens één jaar afgesloten of verlengd worden en dit tot het bewijs van voldoende kennis geleverd kan worden.

VOORWAARDEN I.V.M. HET PERCEEL

Art. 3. § 1 Het perceel dient ten minste gedurende 2 jaar in geïntegreerde productie te zijn gebracht (nieuw perceel of aanplanting die in geïntegreerde productie wordt gebracht).

§ 2 Het controleorgaan kan op verzoek van de producent in volgende gevallen en onder de hieronder vermelde voorwaarden, een afwijking op deze wachtperiode toestaan :

1° bij de overname van een reeds erkend perceel;

2° bij de herinplant van een reeds erkend perceel;

3° wanneer in het kader van de regelmatige vernieuwing van de aanplantingen ter vervanging van gerooide percelen de producent nieuwe aanplantingen wenst uit te voeren op landbouwgronden zonder voorgaande inzake fruitbomen mits de herinplant maximaal 20 % van de reeds erkende bedrijfsoppervlakte bedraagt.

De afwijkingen worden slechts toegestaan mits :

a) het bedrijf van de producent die de afwijking aanvraagt reeds volledig volgens de geïntegreerde productie werkt.

b) Bij de beplanting van percelen zonder voorgaande inzake fruitbomen een onderzoek naar het vroegere gebruik van de percelen, een bezoek van die percelen en een bladanalyse tijdens het eerste productiejaar zullen worden uitgevoerd. Die bladanalyse moet geen significante aanwezigheid van stoffen aanwijzen die onverenigbaar zijn met de geïntegreerde pitfruitproductie. Deze analyse wordt door de producent die de afwijking aanvraagt betaald.

§ 3. Alle fruitpercelen moeten in geïntegreerde productie gebracht worden binnen een overgangperiode van 3 jaar vanaf de inachtneming van de eerste aanvraag voor registratie, met uitzondering van de percelen die voor de biologische productiemethode geregistreerd zijn. Na de overgangperiode van drie jaar moet iedere nieuwe aanplanting volgens de geïntegreerde of biologische productiemethode bewerkt worden.

Het controleorgaan kan een afwijking op deze voorwaarde toestaan in het kader van proeven goedgekeurd door de minister en uitgevoerd door of in opdracht van erkende wetenschappelijke instellingen of proeftuinen.

§ 4. De percelen die de producent in geïntegreerde productie brengt, dienen gemerkt te worden in overeenstemming met de eisen van het controleorgaan.

§ 5. Een producent die in uitzonderlijke gevallen één of meer percelen wenst te onttrekken aan de geïntegreerde productiemethode, moet dit onmiddellijk schriftelijk mededelen aan het controleorgaan dat, na een bezoek, oordeelt over de gegrondheid van de aanvraag.

Enkel de volgende situaties worden als uitzonderlijke gevallen beschouwd : indien er plots een plaag optreedt die enkel met een fytofarmaceutisch product van de oranje lijst kan bestreden worden of de gevolgen van extreme klimatologische omstandigheden.

DE BESCHERMING VAN DE BOOMGAARDOMGEVING

Art. 4. § 1. De bescherming van de omgeving van de boomgaard en van het woonmilieu van zowel dierlijke als plantaardige wilde soorten betekent een belangrijke vereiste en een belangrijke doelstelling voor de geïntegreerde productie.

§ 2. Ten minste twee van de hierna vermelde ecologische maatregelen voor een betere biodiversiteit moeten worden toegepast. Deze maatregelen zijn :

1° op een geschikte manier plaatsen van nestkasten en/of zitstangen voor vogels (mezen, roofvogels, enz.), voor wilde solitaire bijen (*Osmia*, *Andrena*) of kunstmatige schuilplaatsen voor de overwintering van nuttige insecten (gaasvliegen, lieveheersbeestjes, enz.);

2° plaatsen of het instandhouden van natuurlijke schuilplaatsen voor de overwintering van nuttige organismen (hagen, struiken, bosjes, enz.);

3° plaatsen van gemengde hagen (sleedoorn, vlierbes, klimop, wilg, sporkehout, enz.) rond de aanplanting als toevluchtsoord voor nuttige insecten;

4° plaatsen of instandhouden van een wilde vegetatiestrook, met bijvoorbeeld composieten en schermbloemigen;

5° instandhouden van een compenserende ecologische oppervlakte die ten minste 5 % van het bedrijf bedekt. Deze oppervlakte mag geen enkele meststofgift of gewasbeschermingsmiddel ontvangen;

6° indien de breedte van een perceel de 100 meter overschrijdt, het perceel scheiden of splitsen door éénjarige of permanente plantaardige afsluitingen van tenminste één meter breed;

7° het volledig mechanisch onkruid vrijhouden van de zwartstroken;

8° het inzaaien van bodembedekkers of groenbemesters op de zwartstroken.

AANPLANTING VAN EEN PERCEEL

Art. 5. § 1. Voor nieuwe aanplantingen dient men de standplaats, de soort (appel of peer), de cultivar, de onderstam en het plantsysteem zo te kiezen en onderling af te stemmen zodat men een garantie heeft voor regelmatige oogsten van kwaliteitsfruit met een minimum aan scheikundige middelen. De indeling en de grootte van een perceel worden bepaald in overleg met het controleorgaan.

§ 2. De gekozen standplaatsen moeten gunstig zijn :

1° door hun ligging : elke vorstgevoelige plaats of andere ecologische nadelen vermijden;

2° door hun bodemkwaliteit : ondiepe, te droge of te natte gronden vermijden.

§ 3. 1° Vóór het planten moet een bodemonderzoek worden uitgevoerd bestaande uit :

1° het raadplegen van de pedologische kaarten en het opzoeken van de geschiktheid van het perceel in het begeleidende boekje van de kaart. Dit raadplegen moet maar éénmalig worden uitgevoerd voor eenzelfde perceel;

2° een bepaling van de granulometrie of de textuur van de bodem

3° een chemische analyse :

a) staaldiepte : 0-30 cm voor de teeltaarde

b) analyses : (CEC) organische stof, pH, KCl, Ca, P, K, Mg

§ 4. De bodem moet behoorlijk worden bewerkt.

§ 5. Chemische bodemontsmetting is verboden. Bij bodemmoetheid of kans op bodemmoetheid is het aangeraden een analyse uit te voeren. Deze uitslagen zullen voorgelegd worden aan het controleorgaan, dat zal beslissen over de noodzaak om een afwijking te verlenen.

§ 6. Het plantmateriaal moet gezond en gegarandeerd virusvrij zijn en vergezeld zijn van een plantenpaspoort. Wanneer dit type materiaal niet voorhanden is, moet men gebruik maken van beschikbaar plantmateriaal met de hoogste gezondheidsstatus.

§ 7. Ter voorkoming van herinplantingsproblemen is het toegelaten om gerooide percelen gedurende maximum één jaar in te zaaien met een groenbemester alvorens opnieuw te beplanten met appel- of perenbomen. Indien een perceel niet onmiddellijk wordt heringeplant dient de producent het controleorgaan hiervan op de hoogte te brengen. Deze laatste controleert tijdens de inspectie ter plaatse de effectieve aanwezigheid van een groenbemester op het perceel.

PLANTSYSTEMEN VOOR NIEUWE AANPLANTINGEN

Art. 6. § 1. De plantafstand moet voldoende ruimte laten voor de ontwikkeling van de boom gedurende zijn levensduur zonder het gebruik van groeiregulatoren en zonder strenge snoei.

§ 2. In de hoofdvariëteit van appels moeten voldoende bestuivende bomen worden ingeplant. Ze moeten minimum 10 % van de beplanting uitmaken wanneer ze in kruisverband worden ingeplant of zich bevinden binnen de 7 meter wanneer ze in volle rijen worden ingeplant. Het aanplanten van bestuivers voor peren is ten zeerste aanbevolen met een dichtheid van eveneens 10 % bij inplanting in kruisverband of binnen de 8 meter wanneer ze in de volle rijen worden aangeplant.

BOOMVOEDING

Art. 7. § 1. Bodem en bladeren moeten geanalyseerd worden teneinde de nodige voedingselementen en meststofgiften te bepalen. De analyseresultaten moeten gebruikt worden voor het opstellen van een onderhoudsbemestingsplan. Dit moet rekening houden met de opbrengsten, de vruchtkwaliteit en de fysiologische toestand van de bomen (gebrekssymptomen, groeikracht, bladkleur, bladvaldatum).

§ 2. De interpretatie van de analyses zal uitgevoerd worden in functie van de resultaten en de visuele controles.

1° Een bladanalyse dient om de drie jaar uitgevoerd te worden voor ieder perceel. De kleinere percelen van minder dan 1 ha mogen gegroepeerd worden in functie van hun nabijheid of de nabijheid van grotere percelen.

2° In geval van gebrekssymptomen (groeikracht, bladkleur en bladval) dient jaarlijks een bladanalyse te worden uitgevoerd.

In beide gevallen moeten de analyses worden uitgevoerd door een laboratorium dat erkend is door het controleorgaan.

3° De producent moet om de 3 tot 5 jaar een bodemanalyse laten uitvoeren van ieder perceel met inachtneming van de volgende modaliteiten :

a) staalname door een erkend staalnemer of door een erkend labo;

b) tijdstip van de staalname : voor het hernemen van de groei;

c) chemische bepaling gebaseerd op artikel 5, § 3, 2°, b.

4° De controleorganen moeten de producenten op de hoogte brengen van de bestaande regelgeving inzake milieu- en waterbescherming. Onverminderd de naleving van de gewestelijke normen en de van kracht zijnde wettelijke eisen, is de producent ertoe gehouden het bemestingsadvies uitgebracht naar aanleiding van de chemische bodemanalyse na te leven. Hij moet de normen en de maximale toedieningen per jaar en per ha en de volgende modaliteiten in acht nemen :

Stikstof (N) :

* zandbodems : - dosis : 200 E
- fractioneren in minstens 4 keren
- aanbevolen tijdstippen : maart, mei, augustus en september/oktober

* andere bodems : - dosis : 120 E
- fractioneren in minstens 2 keren
- aanbevolen tijdstippen : februari/maart, april/mei en/of augustus/september

* Fosfor (P) : - dosis : 130 E
- aanbevolen tijdstip : maart tot mei, na de oogst voor weinig oplosbare meststoffen (b.v. metaalslakken,...)

* Kali (K) : - peren : dosis 250 E
- appels : dosis 200 E
- aanbevolen tijdstip : zandbodems : februari-maart andere bodems : november tot juni

* Calcium (Ca) : - dosis : 2 000 ZBW (zuur base waarde)
- aanbevolen tijdstip : na-oogst, augustus-september tot februari.

5° Alle oorspronkelijke gegevens m.b.t. de staalname, de uitslagen van de analyses en verwezenlijkte toedieningen moeten worden bewaard en opgetekend in het veldboek. Deze gegevens moeten ter inzage van het controleorgaan en de bevoegde ambtenaren liggen.

ONKRUIDBESTRIJDING

Art. 8. § 1. Volledig onbegroeide bodems zijn niet toegelaten.

§ 2. De begroeide stroken moeten regelmatig gemaaid worden. Het maaisel wordt ter plaatse gelaten.

§ 3. De maximale kruidvrije breedte mag niet groter zijn dan 75 cm tussen de voet van de boom en de kant van de begroeide strook, behalve voor oudere bomen waarvoor de diameter van de kruin van de boom geldt.

§ 4. Enkel de herbiciden opgenomen in het lastenboek mogen gebruikt worden.

§ 5. In het algemeen zal het onkruidbestrijdingsprogramma als volgt beredeneerd worden :

1° na-oogst en/of in het voorjaar (tot 21 juni) : één basisbehandeling teneinde de meeste aanwezige onkruiden te bestrijden,

2° één aanvullende behandeling met een herbicide, tegen de overlevende kruiden die hergroeid zijn en de éénjarige kruiden (zomer),

3° één plaatselijke behandeling tegen één of meer kruiden die ontsnapt zijn aan de vorige behandelingen.

In totaal wordt een maximum van vier behandelingen over heel het jaar toegelaten.

§ 6. Alle oorspronkelijke gegevens m.b.t. de onkruidbestrijding moeten worden bewaard en opgetekend in het veldboek, en ter inzage liggen van het controleorgaan en de bevoegde ambtenaren.

FRUITPRODUCTIE

Art. 9. § 1. In geval van te grote fruitproductie dienen de jonge vruchten kort na de bloei te worden uitgedund.

§ 2. Manuele dunning geniet de voorkeur.

§ 3. Enkel de chemische dunningsmiddelen opgenomen in het lastenboek mogen gebruikt worden.

§ 4. Omgekeerd, wanneer het weer tijdens de bloei ongunstig is voor bestuiving en bevruchting, is het gebruik van natuurlijke vruchtzettingmiddelen, maar die chemisch gesynthetiseerd zijn, toegelaten. Enkel de middelen die opgenomen zijn in het lastenboek mogen gebruikt worden.

§ 5. Alle oorspronkelijke gegevens m.b.t. de dunning en de vruchtzettingmiddelen moeten worden bewaard en opgetekend in het veldboek, en ter inzage liggen van het controleorgaan en de bevoegde ambtenaren.

GEÏNTEGREERDE GEWASBESCHERMING

Art. 10. § 1. Tot ingrijpen tegen de schadelijke organismen wordt beslist na het inschatten van het reële risico dat zij vertegenwoordigen. Dit risico wordt geschat op perceelsschaal door het inzetten van waarnemingsmethoden en het toezicht op het niveau van de populatie alsook de aanwezigheid en activiteit van de nuttige organismen en door rekening te houden met de schadedrempels.

§ 2. De ingrepen, indien zij nodig zijn, worden uitgevoerd met behulp van :

1° cultuurmaatregelen, natuurlijke, biologische en biotechnische methoden;

2° gewasbeschermingsmiddelen gekozen volgens de criteria van de Internationale Organisatie voor biologische en geïntegreerde bestrijding.

§ 3. De producent heeft de verplichting :

1° om waarnemings- en toezichtmethoden aan te wenden inzake schadelijke en nuttige insecten door kloppingen, visuele controles (handloupe) en vallen die gebruikt worden voor de geïntegreerde bestrijding;

2° om rekening te houden met de tolerantiedrempels en deze aan te passen aan de behandelde percelen vooraleer te besluiten tot het gebruik van een bestrijdingsmiddel. De producent zal aan het controleorgaan de lijst van de gebruikte schadedrempels tonen;

3° om voorkeur te geven aan bestrijdingsmethoden zonder pesticiden, en meer bepaald om cultuurmaatregelen te nemen en roofmijten op appelbomen uit te leggen.

Deze cultuurmaatregelen bestaan uit het mechanisch verwijderen van overwinterende of zomerse infectiebronnen en ingangspoorten voor parasieten :

a) verwijderen van tweede bloei;

b) verwijderen en vernietigen van twijgen aangetast door bacterievuur, kanker, witziekte,...;

c) stimuleren van de afbraak van de op de bodem gevallen, door schurft aangetaste bladeren met borstel en hakselaar;

d) zuiver maken van kankers en insmeren van de wonden met allerhande fungiciden of insecticide wondafdek-middelen die hiervoor erkend zijn;

e) verwijderen van de rupsen van de glasvlinder in kankers en van de tijgerrups in takken of stam;

f) voorkomen van sterk groeiende scheuten die in staat zijn tot het scheppen van haarden van schadelijke organismen;

4° bij gebruik van gewasbeschermingsmiddelen :

a) de gebruiksvoorwaarden ervan na te leven;

b) slechts de pesticiden, die voorkomen in het lastenboek te gebruiken;

c) bij voorkeur de pesticiden te gebruiken die de nuttige insecten sparen (in het bijzonder moeten de roofmijt (*Typhlodromus pyri*) en de sluipwesp (*Aphelinus mali*) bij appel en de roofwants (*Anthrenus nemoralis*) bij peer worden beschermd);

d) bij voorrang de pesticiden van de groene lijst en pas daarna die van de gele lijst te gebruiken;

Voor schurft, witziekte en bacterievuur moet de teler rekening houden met de weersomstandigheden, de variëteitgevoeligheid, de fenologische stadia, de gewasontwikkeling, de belangrijkheid van de aantasting gedurende het seizoen en omvang van de schade aan de oogst en tijdens het vorige seizoen.

Voor schurft kunnen de infectievoorwaarden opgevolgd worden met behulp van geautomatiseerde waarschuwingssystemen.

Voor bacterievuur moet de teler zich enkel houden aan de waarschuwingen uitgegeven door de waarschuwingssystemen die contact zullen opnemen met de bevoegde overheden;

5° vooraf het controleorgaan te raadplegen in geval van twijfel, van een bijzonder fytosanitair probleem of van gebruik van een pesticide van de oranje lijst. Het controleorgaan dient een antwoord te geven binnen de twee werkdagen;

6° de oorspronkelijke gegevens m.b.t. een verrichting van de geïntegreerde bestrijding te bewaren en op te tekenen in het veldboek en ter inzage te houden van het controleorgaan en de bevoegde ambtenaren.

DOELTREFFENDHEID EN VEILIGE SPUITTECHNIEKEN

Art. 11. § 1. Men vermijdt te behandelen bij winderig en/of regenachtig weer.

§ 2. De spuittoestellen moeten regelmatig schoongemaakt, nagezien en afgesteld worden. De afmetingen en de vorm van de spuitkegel moeten geregeld worden in functie van de specifieke eigenschappen van de bomen die men wil behandelen. Spuitdoppen die zeer fijne druppels verspreiden (gemiddelde diameter van de druppels < 90 micron) zijn niet toegelaten. De teler moet aan het begin van het seizoen zijn spuittoestel volledig nakijken.

§ 3. Het te verspuiten product en de waterhoeveelheid moeten berekend worden naar gelang van het volume van de boom, de spuittechniek, de infectiedruk, de te bestrijden parasiet en het aantal bomen per hectare.

§ 4. Bij de aankoop van een nieuw spuittoestel moet de keuze van de teler vallen op het meest doeltreffende en veilige toestel op dit ogenblik (m.a.w. een toestel met een dwarsstroomsysteem of blaasmonden).

OOGST EN BEWARING

Art. 12. § 1. De oogst moet op het geschikte ogenblik uitgevoerd worden waarbij men zich baseert op de beschikbare testen en op de door specialisten voorgestelde data.

§ 2. De oogst moet worden geïdentificeerd in de paloxen of kisten met een specifieke paloxen/kistenkaart die niet herbruikbaar is en afgeleverd of goedgekeurd is door het controleorgaan.

§ 3. De oorspronkelijke gegevens m.b.t. de controleverrichtingen van de opslagplaatsen de uitrusting voor koeling en verpakking, alsook de resultaten van vruchtstalen moeten worden opgetekend op een document dat ter inzage ligt van het controleorgaan en de bevoegde ambtenaren.

NAOOGSTBEHANDELINGEN

Art. 13. § 1. Naoogstbehandelingen met synthetische niet-natuurlijke anti-oxidantia voor de controle van oppervlakkig scald en andere fysiologische bewaarziekten zijn niet toegelaten.

§ 2. Om het gebruik van fungicide vooroogstbehandelingen tegen bewaarschimmels te beperken, is het toegelaten om naoogstbehandelingen uit te voeren indien aan volgende voorwaarden wordt beantwoord :

1° naoogstbehandelingen zijn alleen toegelaten op cultivars met een matige tot hoge gevoeligheid voor bewaarschimmels;

2° enkel vruchten met een significant risico op vruchtrot, maar die geschikt zijn voor lange bewaring (na 31 december) mogen na de oogst behandeld worden met fungiciden;

3° fruit waarop volledige fungicide vooroogstbehandelingen tegen vruchtrot werden toegepast, mag niet meer behandeld worden na de oogst;

4° in geval van behandeling na de oogst, mag het residu op het fruit niet hoger zijn dan het residu bij de vooroogstbehandeling.

§ 3. Alle oorspronkelijke gegevens m.b.t. de naoogstbehandeling moeten worden bewaard en opgetekend op een document dat ter inzage ligt in het controleorgaan en bij bevoegde ambtenaren.

AANTAL EN ORGANISATIE VAN DE CONTROLES

Art. 14. § 1. De controleprocedures moeten objectief, betrouwbaar en representatief zijn.

1° De originele documenten voor de identificatie van de percelen, analyses en behandelingen opgenomen in het veldboek alsmede de door het controleorgaan genomen beslissingen moeten tijdens 10 jaar voorhanden zijn in het bedrijf en door alle betrokken partijen medeondertekend worden.

2° Van alle geregistreerde bedrijven moeten jaarlijks de veldboeken gecontroleerd worden.

Alle bedrijfsgegevens vermeld in het veldboek moeten nauwkeurig geanalyseerd en geëvalueerd worden zonder rekening te houden met eventuele uitgevoerde bedrijfsbezoeken/inspecties noch met hun aantal.

3° Bij een inspectie op het bedrijf worden de waarnemingen van het controleorgaan opgetekend in een inspectierapport. De bevindingen van de inspectie die onvoldoende zijn, worden ter plaatse besproken met de fruitteler.

Het inspectierapport wordt na elke inspectie getekend door de controleur van het controleorgaan of de bevoegde ambtenaar en door de fruitteler of zijn afgevaardigde. De handtekening van de fruitteler geeft aan dat hij akkoord gaat met de evaluatie gemaakt door het controleorgaan of de bevoegde ambtenaar.

4° Voor een nieuwe teler, perceel of aanplanting, waarbij de geïntegreerde productiemethode wordt toegepast, is een periode van twee jaar noodzakelijk vooraleer een teler, perceel of aanplanting kan weerhouden worden als zijnde in geïntegreerde productie. Gedurende deze twee jaar, dienen de betrokken bedrijven minstens eenmaal per jaar onderworpen te worden aan intensieve controle van de percelen.

5° De fruittelers die de erkenning zouden kunnen krijgen voor een eerste jaar dienen in de loop van dit eerste jaar onderworpen te worden aan een inspectie van hun bedrijf ter plaatse.

6° De fruittelers die met succes het eerste jaar van erkenning doorkomen, komen het volgende jaar in een lagere categorie van controle.

In deze categorie zal elk geregistreerd bedrijf minstens eenmaal tijdens het seizoen het bezoek krijgen van de controleur die door het controleorgaan wordt afgevaardigd. Minimum 20 % van de erkende percelen en in elk geval minstens één willekeurig gekozen perceel moet jaarlijks volledig en zorgvuldig worden geïnspecteerd om er zeker van te kunnen zijn dat de voorschriften van het lastenboek correct worden toegepast.

7° Stalen van plantaardig materiaal of van de bodem kunnen genomen worden om zeker te zijn dat geen verboden gewasbeschermingsmiddelen werden gebruikt.

8° Een representatief aantal van bewaar- en verpakkingsinstallaties moeten ook door de controleur bezocht worden om zeker te zijn dat de handelingen : het sorteren, het bewaren, de verpakking, de kwaliteitscontroles en de etikettering conform zijn aan de eisen van de erkende geïntegreerde productiemethode voor pitfruit.

ERKENDE GEWASBESCHERMINGSMIDDELEN IN DE GEÏNTEGREERDE GEWASBESCHERMING

Art. 15. § 1. De gewasbeschermingsmiddelen worden ingedeeld in drie lijsten :

- groene lijst : deze middelen mogen ingezet worden indien het gebruik ervan verantwoord is;
- gele lijst : deze middelen mogen slechts ingezet worden indien geen enkel middel van de groene lijst geschikt is voor een verantwoord en efficiënt gebruik;
- oranje lijst : deze middelen mogen slechts ingezet worden nadat de noodzaak ervan bewezen werd en mits toelating van het controleorgaan.

§ 2. Alle in de volgende lijsten niet genoemde actieve stoffen mogen niet voor de geïntegreerde productiemethode van pitfruit worden gebruikt.

§ 3. De gebruiksvoorwaarden (teelt, dosis, wachtermijn, compatibiliteit met andere pesticiden) van elk gewasbeschermingsmiddel moeten worden nageleefd. De dosissen moeten aan het volume van de te behandelen bomen zijn aangepast. Bovendien moet de behandeling op het juiste ogenblik plaatsvinden, rekening houdende met de kwetsbaarheid van het schadelijk organisme en de nuttige organismen, met de weersomstandigheden en de aanwezigheid van bloeiende planten in het perceel en in de onmiddellijke omgeving.

§ 4. In geval van aanwezigheid van quarantaineorganismen is de teler ertoe gehouden het controleorgaan te verwittigen en bij voorrang de maatregelen voorgeschreven door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen toe te passen.

Erkende pesticiden voor de geïntegreerde bestrijding

Actieve stof	Appel			Peer		
	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
1. Acariciden						
Azocyclotin		X ¹⁷		X		
Clofentezin	X			X		
Endosulfan voor de bloei		X			X	
Fenbutatinoxide	X		X			
Fenpyroximaat		X ¹		X		
Flufenoxuron	X			X		
Hexythiazox	X			X		
Pyridaben		X ¹⁷		X		
Tébufenpyrad		X ¹⁷		X		
2. Insecticiden						
Amitraz				X		
Bacillus thuringiensis	X			X		
Bifenthrin						X ³
Carbaryl		X			X	
Cyfluthrin						X ³
Deltamethrin						X ³
Diazinon		X			X	
Diflubenzuron	X			X		
Endosulfan voor de bloei		X			X	
Fenoxycarb		X			X	
Flufenoxuron	X			X		
Minerale olie		X			X	
Imidacloprid		X				
Indoxacarb	X				X	
Lambdacyhalothrin						X ³
Fosalon		X			X	
Pirimicarb	X			X		
Tebufenozide	X			X		
Vamidothion		X ²				
Granulose virus	X			X		

3. Fungiciden	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
Bitertanol	X			X		
Captan	X			X		
Carbendazime		X ⁹			X ⁹	
Koper		X ⁶			X ⁶	
Cyprodinil	X					
Diethofencarb		X ⁸			X ⁸	
Difenoconazol	X			X		
Dithianon	X			X		
Dodine	X			X		
Imazalil		X ⁷			X ⁷	
Kresoxim-methyl	X			X		
Mancozeb				X		
Maneb				X		
Metiram		X ⁵		X		
Myclobutanil	X					X
Nuarimol	X					
Penconazol	X					
Propineb				X		
Pyrimethanil	X			X		
Zwavel		X ⁴			X ⁴	
Thiophanate Methyl		X ⁹			X ⁹	
Thiram		X ⁵		X		
Tolyfluanide		X ⁴		X		
Triadimenol	X					
Trifloxystrobin	X			X		
Vinclozolin		X				
4. Herbiciden	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
Amitrol		X ¹²			X ¹²	
Chlortoluron		X ¹⁰			X ¹⁰	
Dichlobenil		X ¹¹			X ¹¹	
Dichloorprop-p	X			X		
Diquat		X ¹³			X ¹³	
Fluazifop-P-Butyl	X			X		
Glufosinaat-amonium	X			X		
Glyphosaat	X			X		
Glyphosaat-trimesium	X			X		
Linuron		X ¹⁰			X ¹⁰	
MCPA	X			X		
Mecoprop-p	X			X		
Metazachlore		X ¹⁰			X ¹⁰	
Paraquat		X ¹⁴			X ¹⁴	
5. Divers	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
Alpha-naftylazijnzuur	X			X		
Carbaryl		X				
Grondontsmettingsmiddelen			X ¹⁶			
GA 3				X		
GA 4+7	X			X		
GA 4+7 + benzyladenine	X			X		

Uitvloeiers	X ¹⁵			X ¹⁵	
Prohexadione - Ca		X			X
Rodenticides	X ¹⁵			X ¹⁵	
Afweermiddelen	X ¹⁵			X ¹⁵	
2-(1-Naphtyl) acétamide	X				

Beperkingen bij het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen behorende tot de gele of oranje lijst.

Acariciden

1 Fenpyroximaat :

Indien aantasting van rode spin : de erkende dosis voor de geïntegreerde teelt.

17 diverse acariciden :

Enkel te gebruiken vóór het uitzetten van roofmijten (typhlodromus pyril) op de betreffende percelen en dit vanaf 50 % van de ontluikingsperiode van de wintereieren van rode spin tot maximaal 4 weken voor het uitzetten van de roofmijten; de veiligheidstermijn voor de oogst moet gerespecteerd worden.

Insecticiden

2 Vamidothion :

Indien de gebruikelijke bestrijdingstechnieken niet voldoen.

3 Synthetische pyrethroiden :

Bij zware aantasting van perenbladvlo in te zetten in het vroege voorjaar bij begin eiafleg. Een zware aantasting wordt waargenomen als een minimum van 200 perenbladvlooiën bij 100 kloppingen geteld wordt. Deze kloppingen moeten in het veldboek aangemeld worden.

Fungiciden

4 Zwavel, tolylfluamide :

Hebben een remmend effect op de roofmijt (Typhlodromus pyri). Zwavel heeft een remmend effect op de roofwantsen. Aantal behandelingen beperken in functie van de populaties.

5 Metiram, thiram :

Maximaal 4 behandelingen per jaar en nooit na elkaar inzetten.

6 Koper :

Maximum 3 behandelingen per jaar. In het voorjaar een behandeling bij aanwezigheid van schurftconidien, in het najaar tegen kanker.

7 Imazalil :

Als naoogstbehandeling mits toelating van het controleorganisme indien voldaan wordt aan de eisen van het lastenboek.

8 Diethofencarb :

Eenmalige behandeling tegen BCM-resistente vruchtrotschimmels.

9 Carbendazim, Thiofanaat-Methyl :

Ter bestrijding van neusrot, vruchtrot en kanker.

Voor kanker maximaal 2 behandelingen per seizoen.

Herbiciden

10 Chloortoluron, Linuron, Metazachloor :

De totale toegepaste hoeveelheid mag de erkende dosis niet overschrijden. Deze producten mogen niet na 21 juni gebruikt worden.

11 Dichlobenil :

Als zomertoepassing in meerrijensystemen aan de dosis van 20 kg/ha handelsproduct. Als plaatselijke behandeling van doorlevende kruiden.

12 Amitrol :

Behandeling na de oogst.

13 Diquat :

Ter bestrijding van wortelopslag.

14 Paraquat

Toegestaan tijdens het plantjaar en ook alleen in de herfst van het volgende jaar.

Diversen

15 Erkende Rodenticiden, afweermiddelen en uitvloeiers mogen gebruikt worden.

16 Erkende grondontsmettingsmiddelen mogen enkel gebruikt worden na beslissing van het controleorgaan en op basis van de uitslagen van de analyse.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 betreffende van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen.

Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

BIJLAGE 2

VELDBOEK

a) Termijnen

Het veldboek moet worden aangevuld iedere dag dat er een behandeling heeft plaatsgehad. In periodes van intense activiteit kan de producent het veldboek echter op de eerstvolgende zondag invullen, op voorwaarde dat de gegevens met betrekking tot de uitgevoerde behandelingen op een zichtbare plaats aangeduid worden op het ogenblik van de behandeling. De andere gevraagde inlichtingen kunnen aangevuld worden binnen de zeven dagen.

b) Bewaring

Het veldboek moet door de producent gedurende 10 jaar bewaard worden en gedurende die periode toegankelijk zijn voor het controleorgaan en de bevoegde ambtenaren.

Op elke bladzijde van het veldboek volgt een duplicaat of kopie dat jaarlijks aan het controleorgaan moet worden bezorgd.

c) Inhoud

Het veldboek moet een origineel document zijn betreffende alle percelen van de uitbating die deel uitmaken van de erkenning van de geïntegreerde productiemethode van pitfruit en bevat de volgende rubrieken :

- 1) identificatie van de producent;
- 2) repertorium van de percelen appelbomen en perenbomen;
- 3) aanleg van een nieuw perceel;
- 4) data van uitlopen en bloei;
- 5) boomvoeding;
- 6) gebruikte insecticiden - acariciden;
- 7) gebruikte fungiciden en bactericiden;
- 8) onkruidbestrijding;
- 9) manuele of chemische regulatoren;
- 10) vangstgegevens van de vallen;
- 11) waarnemingen (nuttige insecten en vijanden);
- 12) oogsttabel;
- 13) tabel van de sortering, bewaring en verkoop;
- 14) programma van waarnemingen bij appelbomen;
- 15) programma van waarnemingen bij perenbomen.

IDENTIFICATIE VAN DE PRODUCENT

-Tellersnummer door de veiling toegekend of registratienummer toegekend overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 december 1992 betreffende de handel in verse groenten en fruit :

- Naam (in hoofdletters), Voornaam :

- Adres :

- Naam, voornaam van de verantwoordelijke (firma) :

- Adres :

- Telefoonnummer :

Faxnummer :

- Een plan van de boomgaard op schaal : 1/10 000 toevoegen met de nummers van alle percelen pitfruit; deze percelen precies aanduiden.

De ondergetekende verklaart kennis te hebben genomen van het besluit van de Waalse Regering en het lastenboek over de geïntegreerde productie, en verklaart de bepalingen ervan te respecteren.

Hij verklaart dat de in het veldboek opgetekende gegevens correct zijn en aanvaardt dat het controleorgaan en de bevoegde ambtenaren er toegang toe hebben.

Gedaan te....., op.....

Handtekening

Visum van de controleur :

Naam :

Datum :

Handtekening :

REPERTORIUM VAN DE PERCELEN APPELBOMEN EN PERENBOMEN

Nummer van het perceel (en benaming)				
Variëteiten				
Onderstam				
Bestuivers en %				
Oppervlakte				
Plantjaar				
Aantal bomen				
Plantafstanden				
Aantal rijen				
Omgeving van het perceel				
Toegepaste ecologische maatregelen :				
Laatste bodemanalyse datum				
Laatste bladanalyse				
Jaar van introductie van typhlodromus voor de appelbomen en het begin van geïntegreerde bestrijding voor de perenbomen				

AANLEG VAN EEN NIEUW PERCEEL

Variëteit	
Nummer van het perceel (+ benaming)	
Onderstam	
Bestuivers en %	
Oppervlakte Aantal bomen	
Plantafstand	
Ligging van het perceel	
Oriëntering van de rijen	
Aard van de bodem en fysische analyse	
Chemische analyse	Rapport als bijlage
Plantmateriaal Gezondheidstoestand :	Plantenpaspoort(en) Certificaten van virustoestand als bijlage

DATA FENOLOGISCHE STADIA

Perceel- nummer	Variëteit	Openbrekende knop	Bloei		
			Begin	Volle bloei	Einde

Opmerkingen betreffende het seizoenklimaat :

BOOMVOEDING

Perceel- nummer	Datum	Bodembemesting	Bladbemesting	Dosis/ha	Opmerkingen

GEBRUIKTE INSECTICIDEN EN ACARICIDEN

Perceel- nummer	Datum	Handelsnaam	Werkzame stof en %	Hoeveelheid hp/ha*	Verant- woording en opmerkingen

* hp = handelsproduct

De kolom "werkzame stof en %" kan alleen niet worden ingevuld als er voor eenzelfde handelsnaam geen enkele verwarring mogelijk is tussen de verschillende dosissen van de actieve stof.

GEBRUIKTE FUNGICIDEN EN BACTERICIDEN *

Perceelnummer	Datum	Handelsnaam	Werkzame stof en %	Hoeveelheid hp/ha **	Verantwoording en opmerkingen

* = behandelingen voor de bewaring inbegrepen

** hp = handelsproduct

De kolom "werkzame stof en %" kan alleen niet worden ingevuld als er voor eenzelfde handelsnaam geen enkele verwarring mogelijk is tussen de verschillende dosissen van de actieve stof.

ONKRUIDBESTRIJDING

Aangeven ofwel :

- indien chemische onkruidbestrijding (per ha totaal aangeplant en niet per ha werkelijk behandeld) :

Perceelnummer	Datum	Handelsnaam	Werkzame stof en %	Hoeveelheid hp/ha *	Verantwoording, voorwaarden en opmerkingen

- indien andere dan chemische onkruidbestrijding :

Perceelnummer	Datum	Werktuig of methode	Verantwoording, voorwaarden en opmerkingen

* hp = handelsproduct

De kolom "werkzame stof en %" kan alleen niet worden ingevuld als er voor eenzelfde handelsnaam geen enkele verwarring mogelijk is tussen de verschillende dosissen actieve stof.

* De data van plaatsing en vernieuwing aanduiden door ze te omkaderen, evenals de data van de waarnemingen zonder ze te omkaderen.

WAARNEMINGEN (nuttige insecten en vijanden)

Perceel-nummer	Datum	Wijze van waarnemen + deel of groeistadium van de boom (1)	Resultaten van de tellingen, soorten, stadia, hoeveelheden (2)	Beslissing

(1) voorbeelden : klopping, visuele controle, extractie, enz. scheutuiteinde, bloemcluster, overgang meerjarig hout, bladeren, enz.

(2) voorbeelden : 7 % bezettingen van roze luizen, 3 aanwezigheden van eieren van perenbladvlooiën, 4 aanwezigheden van typhlodromen, 2 anthocoriden, 1 % schade.

OOGST

Perceel- nummer (1)	Variëteit (1)	Plukbeurt (2)	Plukdatum	Totaal gewicht en aantal paloxe (3)	Frigo (4)	Voorziene verkoop (5)

Perceelnummer (1)	Variëteit (1)	Plukbeurt (2)	Plukdatum	Totaal gewicht en aantal paloxe (3)	Frigo (4)	Voorziene verkoop (5)

(1) één per keer

(2) bij voorbeeld : eerste pluk, tweede of derde pluk

(3) per variëteit, per perceel, per periode en per frigocel

(4) nummer cel + type frigo en plaats

(5) beoogde periode + type verkoop (veiling, detail, groothandel)

SORTERING - VERPAKKING - VERKOOP

Perceelnummer	Aantal paloxen en variëteit	Datum sortering	Verpakking *			Bestemming	Datum levering
			type	gewicht	aantal		

* de drie kolommen in verband met verpakking mogen ongevuld blijven als alle leveringsbons van de veiling en andere worden bewaard.

WAARNEMINGEN - APPEL

Parasiet	April	Mei	Juni	Juli	Augustus	PLUK
Appelgrasluis (% knoppen)	■	■				
Rose appelluis (% bomen)		■	■	■		
Rose appelluis (% vruchten)						■
Bloedluis (% bomen)		■	■	■	■	
Kommaschildluis (% (vruchten)						■
Wintervlinder (% klusters)	■	■				
Voorjaarsuil (% klusters)		■	■			
Voorjaarsuil - Wintervlinder (% vruchten)						■
Vruchtschilvreter (% scheuten)				■	■	
Vruchtschilvreter (% vruchten)						■
Andere bladrollers (% scheuten)	■	■	■			
Andere bladrollers (% vruchten)						■
Fruitmot (% vruchten)						■

Groene appelwants (% bomen)							
Groene appelwants (% vruchten)							
Appelbloesemkever (% kappertjes)							
Appelbloesmekever (% vruchten)							
Appelbladgalmug (% scheuten)							
Appelzaagwesp (in kruisval)							
Appelzaagwesp (% vruchten)							

WAARNEMINGEN - PEER

Parasiet	April	Mei	Juni	Juli	Augustus	Pluk
Appelgrasluis (% knoppen)	■	■				
Roze pereluis (% bomen)		■	■			
Kommaschildluis (% (vruchten)						■
Wintervlinder (% klusters)	■	■				
Voorjaarsuil (% klusters)		■	■			
Voorjaarsuil - wintervlinder (% vruchten)						■
Vruchtschilvreter (% scheuten)				■	■	
Vruchtschilvreter (% vruchten)						■
Andere bladrollers (% scheuten)	■	■	■			
Andere bladrollers (% vruchten)						■
Fruitmot (% vruchten)						■
Groene appelwants (% bomen)		■	■		■	
Groene appelwants (% vruchten)						■

Roofwants (% ei + larve)							
Perebladvlo (% ei + larve)							
Pereknopkever (% bomen)							
Peregalmug (% dikkoppen)							
Perebladgalmug (% scheuten)							
Perepokmijt (% bomen)							
Perepokmijt (% vruchten)							

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telend.
Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART